

Dimanche 13 Juin 1971

La séance est ouverte sous la présidence de Fillioud ; assisté de : André Soulier (Rhône), Suzanne Martin (Bouches-du-Rhône), Faivre (Nord), Voglute (Seine-Saint-Denis), Perrochain (Seine-Saint-Denis) et Gomez (Paris).

Le Président - Nous avons, vous le savez, au cours de cette séance de la matinée, à poursuivre et à achever le débat d'orientation. La liste des orateurs que nous avons encore à entendre vous a été donnée hier ; je la rappellerai dans un instant.

Je veux auparavant vous confirmer les horaires limites que le dépôt des candidatures, tels qu'ils ont été arrêtés par la commission d'organisation et tels qu'ils vous ont déjà été communiqués au cours de la séance d'hier après-midi.

Les candidats à la Commission nationale des conflits, ainsi que les candidats à la Commission de contrôle, chacune de ces commissions étant composée de neuf membres, doivent se faire connaître au bureau avant dix heures. C'est dire qu'il ne reste que quelques minutes. Ce délai est en effet nécessaire afin que nous puissions faire procéder au tirage des listes de candidatures, pour qu'elles soient distribuées avant les opérations de vote.

D'autre part, je rappelle que c'est avant l'heure limite de dix heures trente que doivent être déposées par les différents courants de pensée les listes de candidats au Comité directeur, qui doivent être, selon les décisions que nous avons prises hier en matière de statuts, liées aux différentes motions en débat sur lesquelles aura lieu le vote indicatif. Ces listes doivent également être remises au bureau de la présidence de séance, afin que toutes dispositions utiles soient prises pour leur diffusion dans le congrès, par voie d'affichage et de distribution de ces listes dans les délégations.

Nous abordons donc maintenant le débat d'orientation politique. La liste des orateurs m'a été communiquée, je vous fais part de deux modifications. Notre camarade Vincent, inorganisé de la Haute-Vienne, a demandé à intervenir pour cinq minutes, au cours de ce débat dans lequel il était d'ailleurs inscrit ; mais, à la suite d'une autre répartition des temps de parole, c'est tout au début de cette séance que nous allons l'entendre.

Une autre et dernière modification : il était prévu dans la distribution des temps de parole 15 minutes à Robert Buron, dernier orateur à intervenir. A la suite d'un accord intervenu entre lui et Buttin, qui défend la motion K, Buttin recevra 5 minutes et parlera en troisième position et Buron, restant le dernier orateur inscrit, parlera 10 au lieu de 15 minutes.

Ainsi, l'ordre des orateurs s'établit de la manière suivante : Vincent, pour 5 minutes ; Pezet, Taddei, Buttin, Garel, Lussante, Mauroy, Mitterrand, Sarre, Mollet et Buron.

Je passe, pour 5 minutes, la parole à Vincent.

VINCENT (Haute-Vienne) - Je demande aux délégués non inscrits porteurs de mandats pour la motion J de respecter le désir de la base et de

bien veiller à voter pour ma motion, qui est la motion J. Je veux donner à l'objet de cette demande le caractère d'un symbole. Je m'explique sans crainte, puisque depuis hier je suis inscrit au Parti.

Pourquoi la valeur d'un symbole ? Eh bien ! parce que ce vote sera, à quelques exceptions près, le seul vote vraiment démocratique de ce congrès.

En effet, est-ce la démocratie quand on sait que l'information auprès des militants de base avant les congrès départementaux a été insuffisante au point de les priver de la lecture du cahier des motions et de les empêcher de voter, à peu de chose près, sur d'autres textes que les motions Defferre ou Mollet ?

Est-ce la démocratie quand on voit que la seule hantise de l'équipe Mollet-Savary, depuis 48 heures, a été de perdre la majorité au comité directeur ? Elle l'a perdue et c'est bien, car était-ce la démocratie qu'un homme ait accaparé le Parti depuis vingt-cinq ans ?

(Mouvements divers).

Est-ce la démocratie quand, lors du vote, on voit tous les mandats des Bouches du Rhône se porter sur la motion Defferre ? N'y aurait-il pas d'opposition à Marseille ?... Il y en a sûrement une, mais elle n'a pas le droit de se manifester !

Est-ce la démocratie quand on voit le camarade Mitterrand, le seul homme qui ait réussi à faire quelque chose de valable sur le plan national pour l'unité de la gauche depuis dix ans, faire actuellement un pas vers sa droite, pendant que le camarade Defferre en fait un vers sa gauche ?

(Mouvements divers).

Non ! Ces valse perpétuelles, ces perversions électoralistes, ce culte de la personnalité, ces abus de pouvoir ne sont plus supportables !

Le camarade Defferre s'interrogeait hier sur les causes de la violence actuelle. Mais, camarades, la violence naît de votre action et de la discordance entre vos paroles et vos actes. Et j'en veux pour preuve l'appel que vous avez fait dernièrement en faveur de la peine de la mort pour les trafiquants de drogue, au lieu de vous pencher en profondeur sur les causes qui amènent un homme à se droguer ! (Mouvements divers)

Il est encore temps de réagir, mais gare à la colère des hommes impatientes !

A l'heure où les restes du pouvoir gaulliste craquent de toutes parts, à l'heure où l'ordre est devenu le désordre, à l'heure où nous voyons enfin le moment où la Vè République va s'effondrer sous le poids de ses injustices, de ses inégalités et de ses mensonges, à l'heure où une vraie gauche, enfin réellement unie, pourrait et devrait être prête à la relève, la gauche française non communiste n'est pas capable d'être démocratique, même chez elle.

J'en appelle donc à tous les signataires de ma motion et j'en appelle aussi, à ceux qui, l'ayant lue et ayant compris que le socialisme passe d'abord par la solution aux problèmes de la vie quotidienne de chacun et non pas par l'aventurisme sociologique dans lequel vous nous avez malencontreusement jetés, je leur demande d'adhérer au Parti et d'y

poursuivre sans relâche la tâche exaltante qui peut être la leur.

Rien n'est désespéré et j'ai confiance dans l'homme qui comprend. Or vous êtes tous intelligents et vous avez tous compris ! (Quelques applaudissements).

L'exemple du Chili, très judicieusement évoqué hier par Claude Estier, et à qui le congrès pourrait envoyer un télégramme de félicitations et d'encouragements, doit nous servir d'exemple ! (Quelques applaudissements).

De même n'oublions pas qu'il y a cent ans, des hommes sont morts pour l'idéal qui devrait être le nôtre. Je veux parler de la Commune. Je demande pour eux une minute de silence.

Le Président - Tu as fini, Vincent ?...

La parole est à Pezet, des Bouches-du-Rhône, et ensuite à Taddei, de la Somme.

PEZET (Bouches-du-Rhône) - Camarades, il est toujours difficile d'essayer de traduire dans un congrès qui est autre, dans un temps qui est un autre, une ambiance telle que celle que nous avons eue lors du congrès fédéral dans les Bouches-du-Rhône.

Vous savez que notre Fédération s'est battue, s'est battue depuis longtemps, pour essayer de faire ce grand parti, s'est battue depuis longtemps pour essayer de réunir ensemble tous les socialistes, comme nous le faisons aujourd'hui.

Et j'avoue que j'aurais voulu, avec de simples mots, pouvoir vous traduire le courant qu'il y avait dimanche dernier à Marseille, lorsque, dans une salle identique à peu près à celle-ci, nous nous sommes retrouvés avec nos amis de la Convention, nous nous sommes retrouvés avec des foules de personnes qui avaient participé très souvent avec nous à des travaux. Et puis, je voudrais dire également, camarades, ce qu'il en était de la majorité de notre Fédération.

Pour nous, nous nous sommes efforcés d'essayer de vouloir un parti, un parti crédible dans l'opinion publique. Nous nous sommes efforcés d'essayer de faire une analyse de notre société, de la France d'aujourd'hui, au XXème siècle. Nous nous sommes efforcés de vouloir la replacer dans son concept européen, d'essayer de prendre les problèmes tels qu'ils se posent à la masse des travailleurs. Nous avons essayés de les analyser de façon claire, nette et précise. Et une fois que nous avons fait cette espèce de photographie de la France actuelle, nous avons voulu, Camarades, essayer d'y apporter des solutions concrètes, pratiques, réalistes, nous avons voulu essayer de faire comprendre aux gens ce qu'il en est à l'heure actuelle de notre grand parti.

C'est cela la motion des Bouches-du-Rhône, avec celle du Nord.

Ce que nous avons voulu avant tout, Camarades, c'est faire une analyse réaliste de notre position.

Le Parti socialiste, Camarades, il faut qu'il coule avec l'opinion publique, il faut que les gens croient en nous, il faut que les gens pensent que

demain, effectivement, nous pouvons reprendre le Pouvoir, il faut qu'ils sentent qu'à travers le Parti socialiste il y a là, là seulement, la possibilité de renversement, il faut qu'ils sentent qu'à travers le parti socialiste il y a la seule possibilité, demain, d'avoir enfin en France un programme de gauche, il faut qu'ils sentent qu'à travers le parti socialiste il y a demain la seule possibilité de croire enfin à une possibilité de créer et de faire du socialisme en France.

Mais pour cela, Camarades, pour cela, nous sommes obligés de ramener notre vocabulaire à la réalité, nous sommes obligés de faire un effort d'imagination, nous sommes obligés de voir les problèmes, de nous pencher sur notre situation. Nous ne pouvons plus envisager, Camarades, de faire simplement de grandes phrases, nous ne pouvons plus envisager, Camarades, simplement de faire des analyses théoriques, doctrinales, de grandes analyses sur les possibilités du socialisme, demain. Ce qu'il nous faut envisager, Camarades, et c'est cela essentiellement, c'est ce que la ménagère, ce que le travailleur peut croire. Ce qu'il faut envisager, Camarades, c'est ce que les gens attendent de nous, ce que les gens souhaitent de nous. Et si demain nous arrivons à être crédibles vis-à-vis de ceux-là, alors, oui, nous croyons, Camarades, que nous aurons fait un grand pas pour l'établissement du socialisme; (Applaudissements).

Le Président - La parole est à Taddei, de la Somme.

TADDEI (Somme) - Camarades, il y a eu parfois hier, dans cette salle, des instants de morosité - ce mot est à la mode - je crois quand même que nous devons nous féliciter à la fois de cette unité et puisque nous le savons déjà en quelque sorte, de voir que les thèses favorables à l'Union de la gauche sont maintenant nettement majoritaires dans le mouvement socialiste. (applaudissements).

L'évolution est nette. On la rencontre dans de très nombreux départements. Laissez-moi vous en donner un simple exemple supplémentaire : la Fédération de la Somme du Parti socialiste votera pour les thèses de l'union de la gauche à 70 %.

Il y a des camarades qui nous disent encore - et je crois qu'il y a quelque justification à leur position - comme Gaston Defferre : mais soyons d'abord nous-mêmes...

Effectivement, on a envie d'être d'abord nous-mêmes. C'était d'ailleurs, si je me souviens bien, le titre d'une motion à Issy-les-Moulineaux ; mais est-ce que - je pose la question à Gaston Defferre, entre socialistes il faut se poser ces questions... - est-ce qu'être d'abord nous-mêmes ça. Ce n'est pas confirmer aujourd'hui que nous sommes un parti de lutte de classe, et que la lutte de classe, ça ne se fait pas seulement avec la moitié de la classe ouvrière, et qu'il faut par conséquent, pour être nous-mêmes, être favorables à l'union de la gauche ?... (Applaudissements).

Ceci étant, parce que nous sommes des militants responsables, nous devons, pour mener cette lutte de classe, avoir une hypothèse de travail.

Notre hypothèse de travail, Claude Fuzier l'a rappelé, elle est évidemment dans les circonstances actuelles, dans le rapport de forces qui existe à l'heure actuelle, la prise légale du pouvoir par l'action. Je crois que là-dessus nous sommes vraisemblablement d'accord. C'est l'hypothèse de travail que nous faisons aujourd'hui. Compte tenu du fait que notre éventuelle victoire dans le cadre de l'Union de la Gauche n'a pas pour but de faire de nous des gérants loyaux du capitalisme - au demeurant, le capitalisme contemporain a trouvé, soyons francs, de meilleurs gestionnaires et plus loyaux pour lui que nous pourrions l'être - c'est par conséquent pour réaliser une transformation révolutionnaire de la société.

(Applaudissements).

Alors si notre hypothèse de travail est bien celle-ci, Camarades, nous devons nous efforcer de réaliser le plus rapidement possible un gouvernement commun de la Gauche.

Toute la Gauche, cela pose une première question, celle des Radicaux, celle des Républicains de progrès. Ces hommes, il faut faire le maximum pour qu'ils soient avec nous, et que cela ne tourne pas au face-à-face avec le Parti Communiste, et je me félicite de ce que la délégation du Parti Socialiste ait obtenu, lors du bilan provisoire, que le Parti Communiste considère que les Républicains de Gauche qui accepteraient de se placer dans les mêmes hypothèses de travail que nous pourraient faire partie de la future équipe qui envisage de prendre le pouvoir dans ce pays.

Il y a chez les radicaux des démocrates sincères.

Il y a un point sur lequel nous différons souvent, c'est cette lutte de la démocratie économique, parce qu'ils ne vont pas aussi loin que nous. Mais nous pouvons, dans le cadre d'une première législature, les avoir avec nous, et je suis convaincu que si avec eux nous faisons cette première étape, ils seront nombreux alors, ces Républicains de Gauche, qui suivront la voie royale qui fut celle de Jean Jaurès, du Jean Jaurès de 1885, Républicain de Gauche, qui en 1895 était devenu un Socialiste sincère.

Camarades, il y a de ce point de vue une seule précaution à prendre. Ces Républicains de Gauche, nous ne devons pas avoir avec eux de liaison organique. Nous ne pouvons pas avoir de liaison organique pour une raison pratique, d'abord : nous n'allons pas recommencer à rencontrer toutes les difficultés formidables d'organisation que nous avons connues au sein de la FGDS. Ceux qui l'ont vécu n'ont pas envie de le revivre sur ce point précis.

Et puis pour une raison de doctrine : nous tromperions l'opinion publique en voulant être dans le même mouvement, dans la même organisation, alors que nos finalités sont différentes.

Il faut donc rechercher l'alliance avec les Radicaux, les Républicains de Gauche, dès lors que bien entendu ils ne contreviennent pas à l'idéal socialiste, mais qu'ils acceptent notre hypothèse qui est celle du gouvernement commun de toute la Gauche.

J'en viens maintenant au problème des relations avec le Parti Communiste. Les convergences de programmes, la plate-forme commune de février 1968 avaient montré qu'elles étaient déjà nombreuses. Les convergences

de principe, le bilan provisoire de décembre dernier ont montré qu'elles sont importantes.

Parlons des divergences, puisque c'est bien entendu là aujourd'hui la difficulté.

Les divergences entre les Communistes et nous sont actuellement de trois sortes. D'abord des divergences théoriques, je dirai même des divergences qui sont aujourd'hui, pour certaines d'entre elles, académiques, sans conséquence pratique, à propos desquelles nous continuerons à discuter avec eux, mais où il est bien clair que nous ne serons pas d'accord ; nous n'avons pas l'intention d'être dans le même parti, nous n'avons pas la même définition qu'eux de la classe ouvrière : ils en sont restés à une définition du 19ème siècle, et nous n'avons pas non plus leur conception de la dictature du prolétariat : ils en sont restés aux conditions des luttes ouvrières du début du siècle.

Ce sont des divergences, encore une fois, qui sont sans conséquence pratique actuelle. Permettez-moi donc de les laisser de côté.

Il y a une seconde série de divergences, notamment ce qui concerne la politique internationale, qui ne pourront être résolues qu'au niveau de programme, car au niveau de principe où nous nous sommes situés jusqu'ici, il est évident que l'on ne peut pas savoir ce que cachent les mots.

Je voudrais prendre un exemple, le plus crucial, celui de la Communauté Économique Européenne. Sur le Marché Commun, dans le fond, où en sommes-nous à l'heure actuelle ? Nous sommes en présence d'institutions qui constituent une sorte de Janus bi-front ; je veux dire par là que les institutions européennes sont d'un côté à l'heure actuelle le meilleur moyen de pénétration de l'impérialisme américain, mais que reprises en main par un gouvernement de Gauche, en France notamment et dans les autres pays d'Europe Occidentale, cela deviendrait le principal moyen de lutter contre cet impérialisme américain. (Applaudissements).

Il y a, Camarades, une ambiguïté à l'heure actuelle des questions européennes. Il faut que nous y réfléchissions entre nous, et de ce point de vue je partage entièrement ce qu'a dit Gaston Defferre là dessus hier soir. Mais il faut aussi que nous discussions à un niveau concret avec le Parti Communiste sur cette affaire pour savoir, derrière des accords éventuellement verbaux, ce qui se cache, pour savoir au pied du mur s'il y a un moyen, oui ou non, de s'entendre sur ces questions.

Mais alors, Camarades, qu'est-ce qui nous empêche d'entamer immédiatement une négociation pour un programme commun de gouvernement ?

Eh bien la troisième sorte de divergences, c'est-à-dire le problème des institutions démocratiques de la France, sur lesquelles on n'a pas obtenu des réponses satisfaisantes du Parti Communiste.

Camarades, bien sûr que nous avons des divergences d'appréciation, mais il faut aujourd'hui avec solennité que nous disions tous qu'il n'y aura jamais dans ce pays un programme commun de gouvernement si le Parti Communiste n'a pas apporté une réponse claire à cette question, que nous soyons tous d'accord là-dessus.

(Applaudissements).

Les traditions démocratiques de ce pays, les sacrifices que les travailleurs depuis des générations ont faits en la matière, font que jamais le peuple de ce pays ne pourra accepter de sacrifier la démocratie, serait-ce au Socialisme, et nous, nous savons depuis toujours de toutes façons qu'il n'y a pas de Socialisme sans démocratie !

(Applaudissements).

Dans de nombreuses motions, Camarades, on vous a parlé des problèmes des garanties. C'est vrai qu'il y a toute une série de garanties avant de signer un programme commun de gouvernement. Mais en ce qui concerne le problème du droit politique plein et entier des minorités, il y a ce que j'appellerai la garantie des garanties. Cette garantie là, elle est d'essence supérieure aux autres, nous devons la placer dans toute discussion avec le Parti Communiste au premier plan, avant tout autre débat.

Camarades, au point où nous en sommes, il y a - les Socialistes de la Somme le regrettent - trop de motions, 4, si je ne me trompe, et même 5, qui se prononcent pour l'Union de la Gauche. Cela a gêné parfois le débat démocratique dans les fédérations, et la Fédération de la Somme exprime très clairement sa volonté d'une synthèse entre toutes les motions qui se proclament pour l'Union de la Gauche.

(Applaudissements).

Seulement il y a un point que l'on n'a pas assez dit, que l'on n'a pas assez dit parce qu'on nous regarde aujourd'hui, c'est que s'il y a des motions différentes, ce n'est pas parce qu'il y a des querelles d'ambition personnelle entre les Socialistes. Cela, ou bien cela n'existe pas, ou bien c'est la mousse de l'histoire. Ce qui fait qu'il y a des motions différentes, c'est qu'il y a deux problèmes difficiles qui sont un peu contradictoires, et que nous n'avons pas tous la même appréciation de ces deux difficultés. Ces deux difficultés, c'est d'une part le problème des garanties dont je viens de parler, c'est d'autre part le problème de l'urgence ; car c'est vrai qu'il y a urgence, Camarades ; c'est vrai qu'il y a des échéances politiques, que la 5ème République nous impose, que nous cela nous plaise ou non. On peut très bien essayer de dire que nous travaillons pour plus tard, mais alors, Camarades, dans le pays, quelle démobilisation si aux prochaines élections la Gauche fraternellement ne va pas unie au combat !

(Applaudissements).

Alors s'il y a plusieurs, et même trop de motions qui se prononcent pour l'Union de la Gauche, c'est parce qu'il y a des camarades qui sont plus sensibles au problème de l'urgence - je pense à nos camarades de la Fédération de Paris -, et qu'il y a d'autres camarades qui sont, eux, plus sensibles au problème des garanties.

Dans ces conditions, il était clair, il était normal, il était démocratique qu'il y ait des motions distinctes. Seulement maintenant, le travail à faire d'ici ce soir, c'est d'aboutir de ce point de vue à un accord entre des camarades que rien d'essentiel ne sépare.

(Applaudissements).

Quelle serait alors la solution ? Il y en aura certainement un certain

nombre qui seront proposées d'ici ce soir, ici comme à la Commission de politique générale. Mais il me semble que nous pourrions peut-être dire ensemble que nous souhaitons l'ouverture immédiate de négociations ayant pour but d'aboutir à un programme commun de gouvernement de toute la Gauche, avec la précision indispensable que l'aspect programmatique de cette discussion ne pourra commencer que quand le Parti Communiste aura apporté une réponse claire à la garantie des garanties.

(Applaudissements).

Camarades, il y en a peut-être parmi vous qui trouvent que le débat est par moment trop abstrait, que l'on oublie les réalités concrètes.

Ce qu'il faut ici, et c'est ce que nous avons essayé depuis hier, c'est continuer à essayer de penser en hommes d'action, car c'est la condition pour qu'ensuite nous agissions en hommes de pensée.

(Applaudissements).

Le Président - Selon la rectification des tours de parole que j'indiquais en début de séance, je vais maintenant donner la parole à Buttin, pour cinq minutes.

Auparavant je tiens à informer le Congrès de l'arrivée de plusieurs télégrammes de cheminots en grève, qui nous font part de l'extrême intérêt avec lequel ils suivent les travaux de ce Congrès de l'Unité des Socialistes, et je pense que le Congrès sera d'accord pour exprimer par ses applaudissements à ces travailleurs en lutte notre solidarité socialiste.

(L'assemblée, debout, applaudit très vivement).

La parole est à Buttin.

BUTTIN - Camarades, c'est non seulement au nom des Inorganisés qui m'ont mandaté pour ce Congrès que je prends la parole, mais également en tant que coauteur de la motion K présentée par les camarades de Vie Nouvelle et les camarades d'Objectif 72.

Le camarade Glazer, de Vie Nouvelle, vous a dit hier que les voix des camarades de Vie Nouvelle seraient portées sur la motion CERES lors des élections.

(Applaudissements).

Je me réjouis pour ma part de savoir que les camarades du CERES ont fait leur la plupart des résolutions de notre motion. Mais nous maintiendrons pour autant dans le combat la Motion K.

Deux raisons à cela : une raison de fond, une raison de forme. Dans la forme tout d'abord, je dirai que cette motion est un peu une motion hors congrès. En effet, il faut le dire, parce que vous le savez, dans la plupart des sections du Parti Socialiste, cette motion n'a pas été diffusée et n'a pas été discutée.

En d'autres termes, le 1 % que nous représentons ne peut pas être mis à côté des autres pourcentage, car il y a beaucoup plus dans cette salle, dans le Parti Socialiste, j'en suis persuadé, de camarades qui se seraient portés sur cette motion.

Inorganisés, vous l'avez constaté, nous sommes peu nombreux dans cette



salle : quelques dizaines seulement, pour représenter les 3.000 et quelques camarades qui se sont inscrits.

Eh bien, je dirai, paraphrasant Churchill, que si nous sommes un petit nombre, jamais ce petit nombre de camarades n'a représenté un si grand nombre ! Ils sont en effet des milliers de jeunes, de femmes, d'hommes, de travailleurs de la ville ou de la terre, à attendre de ce Congrès l'apparition réelle, sur l'échiquier politique, d'une force socialiste démocratique authentique et organisés, pour y adhérer. (Applaudissements).

N'oubliez pas, camarades, si apparemment sommes-nous peu nombreux à avoir joué le jeu pour l'extérieur et pour des milliers de camarades ce Congrès est le Congrès de l'espérance. Ne les décevez pas. (Applaudissements).

Déjà un premier pas a été fait hier par la modification des statuts. Mais ces camarades attendent bien autre chose. Ils attendent bien autre chose. Ils attendent des résolutions claires, précises, suivies d'actes non moins clairs et précis.

D'entrée de jeu, je m'en réjouis pour ma part, Alain Savary a bien posé le problème lorsqu'il a dit : il n'y a pas de rénovation véritable, c'est-à-dire constitution d'un socialisme à la fois fort et authentique, sans adoption d'un ligne politique.

Mais, camarades, j'ai dit : des résolutions ; il est évident qu'il ne peut sortir de ce Congrès qu'une seule résolution de synthèse, car il y a entre certains d'entre nous plus que la distance de Marseille à Paris... (Applaudissements).

Qu'est-ce que ces militants inscrits au parti socialiste attendent ? D'abord, l'affirmation claire et révolutionnaire, je le dis, que le renversement et la transformation des structures de la société n'a rien d'utopique qu'une vie meilleure pour tous et notamment pour les déshérités, est possible et j'ajouterai sur cette terre, et non pas au paradis ; que l'heure de la fin de l'exploitation d'une majorité a sonné.. Comment ?.. En liant "l'agir" au "dire"... que l'on cesse d'entendre, de voir, de lire des résolutions et de constater des actions différentes.

Nous avons dans notre motion, privilégié les luttes sociales. Pour nous, Le Mans, Batignolles, Usinor, Dunkerque... voilà le socialisme, voilà le combat socialiste que nous devons mener ! (Applaudissements)

Je suis un peu frappé de constater peut-être parce que d'aucuns d'entre nous en ont honte d'avoir été absents, que les luttes de mai 68 aient été si vite oubliées ou en tout cas si peu mentionnées à cette tribune ! (applaudissements).

Politisations de tous les combats sociaux, politisation contre la répression menée par le pouvoir ouverte ou sournoise, politisation pour la libération de la femme... bien sûr, tout combat ne pourra se mener sans que nous pensions qu'une France socialiste ne peut exister sans une Europe socialiste et une Europe des travailleurs.

Nous privilégierons dans notre combat également et avant tout la lutte pour la reconnaissance de la dignité de l'homme du Tiers-Monde, c'est-à-

dire pour le développement de ces pays et nous reprendrons le combat non plus en termes d'aide, pour le moins équivoque, mais en termes de justice. (Applaudissements).

Voilà pourquoi, au fond, camarades, nous avons décidé de maintenir la motion "K" ; parce que nous sommes persuadés que sur ces lignes la motion pourra avec bien sûr les autres camarades que ce soient ceux de CERES qui l'ont déjà adopté, ceux des poperenistes, ceux des inorganisés autres, ceux également des camarades entourant Alain Savary, pourront se rassembler pour une véritable motion de gauche qui décidera ensuite, - et ce sera la véritable révolution qu'apportera le Parti socialiste - que désormais les "dire" et "'l'agir" ne font qu'un au parti socialiste ! (Applaudissements).

Sur ces bases, camarades, il n'y aura plus aucun problème d'alliance et si j'ai oublié de citer les camarades de la Convention, ça n'est pas, bien sûr, que je ne pense pas que sur la motion de gauche nos amis conventionnels ne se prononceront pas. J'indique simplement pour ma part que je ne pense pas qu'on puisse ressusciter la défunte FGDS en nous parlant, à l'heure actuelle, du FGDS... Le "Le" est insuffisant semble-t-il...

Il ne peut y avoir, à mon sens, d'alliance, que si les bases sont claires, si l'on veut se battre sur ces bases bien évidemment avec les autres forces socialistes, c'est-à-dire d'abord et avant tout avec nos camarades du PSU, avec nos camarades du Parti communiste français, avec les camarades de la Lutte communiste, ou de Lutte ouvrière également. (Applaudissements).

Le Président - Tu as légèrement dépassé les cinq minutes qui t'étaient accordées...

Buttin - Je termine ; n'oublions pas que sur ces bases, nous ne gagnerons pas en 1973, mais cela n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est que le socialisme triomphe. Et le socialisme triomphera lorsque notre parti suffisamment fort, et devenu authentique, pourra offrir et démontrer que le socialisme à visage humain est une réalité. (Applaudissements).

Le Président - La parole est à Garel, de l'Aisne.

Garel (Aisne)- Camarades, j'interviens au nom de la Fédération de l'Aisne qui, à la majorité, s'est prononcée en faveur du texte Poperen et au nom de l'ensemble des Fédérations de Picardie qui, à la majorité, se sont prononcées pour une synthèse à gauche. (Applaudissements).

Il nous est en effet apparu clairement que la démarche entreprise depuis le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, devait conserver la ligne directrice et sa cohérence ; cette démarche, quelle est-elle, camarades ?

C'est de nous réunir tous, nous qui venons d'horizons différents, au sein d'un même parti et de nous interroger à partir de là, sur les raisons qui vont que venus de ces horizons spirituels différents, nous sommes tous présents dans cette salle.

Or, il est apparent, camarades, que c'est parce qu'un jour dans notre existence, nous avons fait l'expérience de l'injustice sociale que nous pris conscience que pour pallier cette situation il fallait à tout prix transformer la société dans laquelle nous vivons et qui est une société d'exploitation, une société dont le moteur est à l'heure actuelle la lutte des classes, en une société radicalement différente.

Le but auquel nous prétendons, camarades, ce n'est certainement pas seulement de renverser un régime politique bourgeois, pour lui en substituer un autre ; mais c'est de proposer aux travailleurs un régime socialiste ce qui est tout autre chose.

Ce but, il est défini explicitement et clairement à la fois dans les documents fondamentaux de la Convention et dans le plan d'action socialiste. Il est clair que le combat que nous menons est un combat qui a deux aspects".

Le premier aspect, celui que nous vivons aujourd'hui c'est celui de la constitution d'un parti fort et puissant qui soit un instrument d'action pour les travailleurs de ce pays. (quelques applaudissements).

Le second aspect, qui est indissociable du premier, c'est de proposer une solution politique réelle qui permette à ceux des travailleurs qui n'ont pas encore rejoint nos rangs de le faire ; or, cette solution politique, camarades, quelle peut-elle être ?

Elle ne peut être autre chose que l'union de l'ensemble des forces de gauche ; un parti puissant, c'est pour nous un parti où tous les socialistes seront rassemblés, mais c'est pour nous un parti qui sera présent à tous les niveaux de la lutte, là où la société française existe, c'est-à-dire dans toutes ces cellules sociales : le logement, le transport, la vie sociale, la fiscalité, ... dans les universités, l'aliénation culturelle.

Mais c'est un parti qui sera également démocratique, où doit circuler l'information, où chaque militant doit savoir exactement comment son vote a été utilisé.

C'est d'autre part, camarades, un parti qui doit être capable de prendre en face du pays des initiatives d'une façon permanente et quelle meilleure façon d'illustrer ce principe que de proposer aujourd'hui au Congrès de répondre publiquement à Georges Marchais, à la lettre qu'il nous a adressée et qui est une lettre qui émane du Comité central ? Sur ce point, je répondrai à Poperen qu'il me semble que la Commission des résolutions devrait s'en saisir, et il est en effet évident que nous ne pouvons pas admettre que le parti communiste nous fasse porter la seule responsabilité de l'échec de la négociation d'un accord politique de gauche ; non, camarades ! Il est certain que nous avons parfaitement conscience de la responsabilité qui est la vôtre.

Or, cette responsabilité, elle consiste à répondre clairement à un certain nombre de questions que nous avons posées. Nous ne pouvons pas admettre qu'on traite de faux problèmes, ainsi que vous l'avez fait, des questions fondamentales qui engagent la liberté des hommes et la liberté des peuples.

Nous ne pouvons pas admettre que vous teniez un certain langage et que

vous ayez par ailleurs une pratique politique qui en diffère. Nous vous donnons acte, camarades, que vous avez effectivement désavoué l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, mais nous vous donnons acte également que vous ne vous êtes pas prononcés sur les raisons et les motifs politiques qui sont à l'origine de cette intervention et c'est sur ce point que nous vous demandons de répondre. (Applaudissements).

Car il est clair que nous sommes parfaitement d'accord pour dire qu'il n'y aura pas de changement dans ce pays, sans vous et sans nous ; il est clair que nous sommes partisans de la négociation d'un contrat de gouvernement avec vous, mais cela veut dire tout autre chose que la simple négociation d'un programme commun de gouvernement.

Qu'est-ce que c'est qu'un contrat de Gouvernement ?

C'est quelque chose qui implique, d'une part, qu'on soit d'accord sur les principes fondamentaux d'une action gouvernementale, assortie des garanties qui s'y rapportent.

Et, Taddei l'a dit tout à l'heure, la garantie des garanties c'est la garantie démocratique qui vaut à la fois pour un principe d'action qui dirigerait la politique à l'intérieur de la France et aussi sa politique en matière internationale.

Et, d'autre part, il est clair que tant que des réponses satisfaisantes ne seront pas apportées sur ces points, la signature d'un accord de gouvernement sera pratiquement impossible entre nous. Car, quelle confiance voulez-vous que le peuple français nous fasse si, rééditant les erreurs de ceux qui furent autrefois les "zyromskistes" nous nous faisons les complices d'un système que nous condamnons.

Par conséquent, Camarades, notre combat doit être parfaitement compris. Nous disons qu'il faut rechercher avec l'ensemble de la gauche et avec le parti communiste, sans préalable et dans les délais les plus brefs, la possibilité d'un accord qui permette à la gauche de gouverner la France, qui présente à l'ensemble du peuple français des alternatives réellement socialistes. Et nous disons aussi que cela doit prendre la forme d'un contrat d'action gouvernementale il y a, d'une part, effectivement, une négociation programmatique, mais avant, car c'est la condition de la crédibilité de cet accord, un accord sur les questions qui ne sont pas d'idéologie mais qui sont fondamentalement des questions importantes, quant à la conduite d'un gouvernement entre socialistes et communistes.

Ces questions, je les ai évoquées tout à l'heure ; elles concernent la garantie internationale et la garantie démocratique.

Il est - tant que cet accord ne pourra pas être fait - clair que nous ne pourrions pas nous engager en face du pays à prétendre instaurer une société socialiste et démocratique, dès lors que restera, à l'arrière plan de l'opinion française et chez les travailleurs, l'idée que cette garantie démocratique ne sera pas respectée un jour, et que la France risquera de connaître le sort que connurent autrefois les démocraties populaires !

Sur ces positions, Camarades, je crois que l'ensemble du Parti est capable d'adopter une position fondamentale, je crois surtout que, rejetant d'un

côté toute compromission avec les forces qui représentent comme nous l'avons dit le capitalisme, condamnant délibérément la voie qui est la voie centriste, nous devons engager hardiment la recherche de cet accord de gouvernement de la gauche, mais que nous ne devons pas nous livrer, pieds et poings liés, en ignorance de cause, à des partenaires que nous voulons croire loyaux, mais vis-à-vis desquels nous avons des raisons d'avoir, sinon de la méfiance, du moins de la défiance !  
(applaudissements).

Le Président - La parole est à Lavaud, puis à Lussante.

LAVAUD - Après Garel, Heutte et Glazer, je m'exprime au nom des nouveaux adhérents issus du Mouvement Vie nouvelle.

Je veux d'abord vous dire pourquoi les adhérents venant de Vie Nouvelle et d'Objectif 72 ont cru utile de présenter une motion qui leur soit propre, la K. Je crois que l'action était utile, car un bon nombre de thèmes que nous développons ici ne figuraient pas ou figuraient de façon incomplète à notre avis dans les autres motions, en particulier ce qui concerne les aspects internationaux du socialisme et aussi la présence du parti dans les luttes sociales qui ne paraissaient pas aussi suffisamment dans les autres motions.

Glazer et Pierret ont assez insisté pour que je n'y revienne pas, mais néanmoins nous ne pensons pas aujourd'hui, au moment où nous abordons le vote du Congrès, au moment où nos positions ont été suffisamment connues, popularisées pour qu'elles aient pu produire leur effet, qu'il soit souhaitable de maintenir jusqu'au bout un texte qui rassemble, ce qui était bien naturel, deux mouvements qui ont des affinités par leur milieu d'origine de catholiques de gauche, et ce pour deux raisons :

- la première, c'est qu'à eux seuls ils ne peuvent pas représenter un courant tel que, numériquement, ils soient une force,
- la deuxième, c'est que du point de vue de l'opportunité, il ne serait pas bon que les catholiques constituent dans un Parti une tendance qui leur soit propre. (applaudissements).

C'est pour ces deux raisons que nous avons dû chercher depuis une dizaine de jours parmi les autres motions soumises à votre approbation celle qui nous paraît la plus proche des idées que nous exprimons ou de celles que nous n'avons pas su bien exprimer, mais auxquelles nous tenons, et parmi les autres motions, c'est celle d'Unité et rénovation représentée par les Camarades du CERES qui nous a paru la plus proche.

Pourquoi ?

Pour deux raisons :

- une raison d'abord de texte ; il y a dans la motion d'Unité et rénovation une définition des rapports avec le Parti communiste et la manière d'engager ces rapports qui nous paraît la meilleure ; elle nous paraît la meilleure, car, non seulement ce Congrès l'a montré depuis deux jours par ses réactions, mais l'opinion publique attend qu'après les expériences antérieures de 1967, 68 et 69, nous fassions la preuve que nous sommes en

état, non seulement d'établir une plate-forme électorale avec les communistes, mais que nous soyons en état de gouverner ensemble le pays.

La motion n'a pas peur, en effet, de prononcer le terme de "programme de gouvernement", nous considérons qu'elle est la plus claire et, à vrai dire, pour ce qui a été indiqué dans les autres motions sur les garanties à prendre avant d'entamer une négociation, cela ne nous paraît pas inutile, mais entre nous quelles sont les véritables garanties de l'entente durable avec les communistes au Gouvernement ? Ce n'est pas une déclaration commune sur tels points de politique sociale ou internationale, pour nous, les vraies garanties, c'est notre force militante en tant que moyen d'équilibrer le Parti communiste, c'est, d'autre part, la clarté des choix politiques que nous saurons faire, c'est, enfin, le crédit qu'auront les dirigeants de ce Parti.

A partir de ces trois données là tout ce qui peut paraître dans les textes nous semble avoir moins d'importance comme force d'impact et garantie de l'unité au Gouvernement. (Applaudissements).

- la seconde raison pour laquelle nous avons choisi de nous rapprocher des camarades du CERES, c'est que le texte est une chose excellente, mais la nature de hommes qui soutiennent les textes est encore une chose meilleure... (applaudissements). Or, c'est un fait que depuis que les camarades du CERES ont choisi de militer à l'intérieur du Parti socialiste, c'est eux qui, il me semble, ont fait la meilleure preuve de leur capacité militante à s'implanter dans les entreprises, à faire un travail de rénovation qui commence à porter ses fruits aujourd'hui et je m'en réjouis. (applaudissements).

C'est pour cette raison que lors du Congrès fédéral de Paris, qui s'est tenu la semaine dernière, nous avons, en même temps que nous soutenions notre motion K annoncé notre intention du moins notre souhait qu'avant le Congrès d'Épinay, les motions d'Unité et rénovation et la motion "K" des inorganisés soient rapprochées par l'incorporation du contenu des éléments qui manquaient dans l'une ou qui manquaient dans l'autre.

Je dois dire à cette tribune que les Camarades d'Objectif 72, cosignataires du texte, se sont, comme nous, associés à ce souhait. Je regrette aujourd'hui - car je suis convaincu que notre travail en commun va se poursuivre avec Objectif 72 - qu'ils ne soient pas fidèles au vœu qu'ils avaient exprimé avec nous d'une fusion ou d'un rassemblement des deux textes.

Pour notre part, nous mettons en pratique le vœu qui a été émis à l'Assemblée de Paris, ce qui nous a donné, en quelque sorte, mandat pour les inorganisés de mettre au point ce texte commun.

C'est ce texte qui a été, par conséquent, préparé, et que le Comité d'organisation du Congrès diffusera en même temps que les listes d'électeurs tout à l'heure ; pour notre part, nous considérons qu'il y a maintenant, non plus la motion initiale et la motion K, mais un texte nouveau qui s'appelle Unité et rénovation et dont le sous titre n'est plus ce qu'il était auparavant, qui est : Pour un socialisme révolutionnaire, pour

une vie nouvelle. (applaudissements).

Je m'empresse d'ajouter que cette procédure a été considérée par le Congrès de Paris comme conforme aux règles d'organisation du Congrès.

Conformément, par conséquent, à cette déclaration, vous verrez que ce texte ne contient rigoureusement rien qui ne figure d'abord dans le texte Unité et rénovation ou dans le texte K, mais de l'avis commun des deux mouvements associés pour cette opération, il a le mérite de compléter ce qui manquait et notamment en ce qui concerne les luttes internationales, une politique de solidarité avec le Tiers-Monde, dont il faut bien dire quelque chose dans ce Congrès socialiste, et la lutte contre l'impérialisme, problème qui divise les socialistes.

C'est pourquoi, j'ai été en minorité devant ce Congrès, mais j'étais de ceux qui souhaitaient que ne figure plus dans les statuts du Parti la notion de l'adhésion à l'Internationale, que ne me paraît pas, sur ce terrain, parfaitement cohérente avec un combat contre l'impérialisme capitaliste. (applaudissements).

Par conséquent, le fait pour nous de présenter cette motion commune signifie que les adhérents nouveaux issus de Vie Nouvelle entendent s'inscrire dans la future lutte du Parti qui commence demain, dans le courant d'opinion qui était regroupé autour de la motion Unité et rénovation. (applaudissements).

Le Président - La parole est à Lussante, ce sera ensuite Pierre Mauroy.

LUSSANTE - Intervenant dans ce Congrès comme dernier orateur inscrit pour défendre la motion "M" ma tâche est très difficile et je n'ai pas tellement à ajouter à ce qu'a dit excellemment Poperen hier et à ce qu'ont dit les autres camarades qui défendaient la même motion.

Vous me permettrez donc de me borner à quelques remarques complémentaires, à quelques constatations personnelles.

Je suis de ces militants syndicalistes qui après mai 1968, découvrant l'extraordinaire carence de la gauche toute entière à prendre à sa charge la profondeur du mouvement qui s'était déclenché et à l'exprimer en termes politiques, a décidé la relève, étant assurés de faire sa reconversion et de s'attacher à militer, parmi tant d'autres, à refaire l'unité des socialistes. D'autres l'avaient fait avant moi, beaucoup d'autres le font depuis et le feront encore, du plus humble, du plus modeste au plus illustre et en disant cela je pense à celui qui a annoncé son intention et qui a été l'artisan principal du long cheminement qui a fait de la CFTC, centrale chrétienne, la CFDT, authentique centrale ouvrière et socialiste. (applaudissements).

Il s'agit de mon premier Congrès socialiste ; j'ai observé beaucoup de choses et je me suis souvenu que c'était le Congrès de l'unité. Je voudrais lancer à tous et à toutes un seul appel : nous avons encore, les uns et les autres, si nous voulons donner à ce Parti l'image que les travailleurs sont en droit d'attendre de lui, un certain nombre d'efforts à faire. Nous avons à nous dépasser pour oublier certaines méthodes héritées du passé. Et quand je dis "nous avons à nous dépasser", je dis bien tous, car ce n'est pas

nécessairement ceux qui réclament le plus du renouveau qui sont le moins avares de certaines pratiques. (applaudissements).

Alors, nous avons préparé ce Congrès de l'Unité socialiste à la Section Renault dans le contexte d'un mouvement dont vous avez sans doute entendu parler, dans le contexte d'un mouvement où au delà d'une revendication modestement quantitative, se posait une fois de plus dans le cadre d'une société industrielle, le profond malaise de la classe ouvrière, le profond malaise des travailleurs spoliés de l'intérêt de leur travail, privés de responsabilités et manipulés comme des pions. Et pour la première fois depuis vingt deux ans, une section d'entreprise socialiste a pris au moins une fois position dans ce mouvement... (applaudissements)... Vingt deux ans, Camarades, vingt deux ans d'absence pour un Parti ouvrier et socialiste de l'endroit où se subit la plus grande aliénation, où les hommes subissent la plus grande aliénation ! (applaudissements)

Eh bien, çà, il ne faut plus jamais que cela se produise. Partout nous devons être capables d'implanter des sections, car la force du Parti et la garantie de toutes les garanties, ce sont les travailleurs. (applaudissements).

Oui, oui... la gauche a besoin d'un grand Parti socialiste, oui les travailleurs, qu'ils en soient conscients ou inconscients, ont besoin d'un grand Parti socialiste, mais ils n'ont pas besoin de n'importe quel Parti socialiste ! (applaudissements).

C'est pourquoi nous avons cherché pour ce Congrès le texte qui nous paraissait le plus précis et qui nous paraissait le mieux répondre aux préoccupations de la base ouvrière, et nous avons décidé à l'unanimité, après discussion, d'appuyer le texte Poperein.

Nous voulons que ce Parti soit un Parti de masse et d'action implanté, oui, dans les localités, mais aussi dans les entreprises ; nous voulons l'union de la gauche avec pour objectif la création, la réalisation d'un contrat de Gouvernement avec les autres forces de gauche et notamment avec le Parti communiste. Et là, il faut le dire clairement, le Parti communiste, effectivement, c'est l'allié privilégié, car dans les entreprises, ce sont ses militants, ce sont les travailleurs qui lui font confiance qui subissent la même aliénation que nous et qui luttent pour le même combat. (applaudissements).

Il nous fallait un texte précis, parce qu'il faut des orientations claires, susceptibles de retenir les nouveaux adhérents et notamment les travailleurs, un texte précis, parce que si nous savons aussi que ce sont les mauvais textes, textes ambigus qui permettent toutes les manœuvres, toutes les positions de circonstance, selon les occasions et selon les intérêts des uns et des autres ; les travailleurs aiment les positions claires, nous ne pourrions admettre longtemps que le visage du Parti socialiste soit à multiples facettes, que ce qui se dit à Marseille ne soit pas la même chose que ce qui se dit à Lille, encore qu'en la circonstance je ne cherche pas à faire d'ironie, mais c'est le cas. (Applaudissements).

Alors j'en terminerai par là, tout à l'heure va se réunir la Commission de politique générale, à la fin de ce débat. Nous souhaitons, nous... - on a dit



souvent que le texte était un pont, non, il a simplement pour ambition d'être l'unificateur de la majorité de gauche qui existe au sein de ce parti -, nous souhaitons, nous, que l'accord se fasse le plus large possible, entre tous les gens qui, sincèrement, veulent réaliser ce front commun des forces ouvrières, politiques et syndicales. Nous souhaitons que nous essayions enfin de sortir le texte le plus clair possible. Et alors, après, Camarades, pour nous, il n'y a pas de querelles de personnes.

Mollet, Mitterrand, et tous les autres... Nous repartons à zéro, aujourd'hui. Les gens, tous, quelle que soit leur opinion, doivent être les fantassins de la ligne que nous aurons déterminée. Et ce n'est qu'à partir de nos décisions que nous apprécierons les hommes et que nous garderons l'estime à ceux qui auront été les meilleurs, mais, encore une fois, nous devons terminer ce Congrès sur des positions claires et résolument socialistes. (Applaudissements).

Le Président - La parole est à Pierre Mauroy.

(applaudissements).

Mauroy Pierre - Chers Camarades,

Enfin le Congrès de l'unité socialiste ! Nous l'attendions avec espoir depuis des années. Et c'était bien là une des conditions à remplir pour mettre de notre côté tous les atouts et toutes les chances du socialisme en France.

Ce mouvement des socialistes vers l'unité, c'est d'abord une victoire des socialistes sur eux-mêmes, avant de connaître le succès sur l'adversaire.

Pour de nombreux citoyens, c'est le témoignage irréfutable de notre capacité à surmonter de sérieuses difficultés. Pour prétendre demain au Pouvoir il fallait d'abord réussir l'élargissement et le renforcement de la force socialiste.

Le Congrès de l'unité ne doit pas être seulement l'occasion d'exprimer notre satisfaction, il nous impose des devoirs.

Le premier devoir est rempli. Il était de rester fidèles aux principes fondamentaux du socialisme. Sur ce point, la déclaration de principe nous est maintenant commune à tous, personne ne songe à la modifier, personne n'a songé à la réviser, nous le savions depuis l'adoption du plan d'action socialiste similaire, mais nous en avons aujourd'hui l'éclatante confirmation.

Notre devoir aussi est de dominer nos problèmes français pour nous préoccuper des problèmes internationaux. Je suis frappé par le fait que les jeunes, finalement, sont attirés davantage par les problèmes internationaux que par les problèmes de la cité. Et je crois que finalement une certaine confusion autour de la notion même du socialisme résulte de cet engagement de nombreux jeunes sur les problèmes du tiers monde ou sur les problèmes internationaux, beaucoup plus que sur leurs problèmes immédiats de leurs communes ou de leurs départements.

La radio, la télévision, les journaux, nous rappellent tous les jours, à travers les drames, les souffrances, la dangereuse division du monde en pays évolués, qui vont faire une relative abondance, et en pays de sous-

développement et de misère. Partout naissent les conflits, résultat des contradictions de classes. Partout s'affirme la volonté de combattre le capitalisme qui revêt des formes particulièrement odieuses dans le tiers monde.

Cette évolution répond à l'analyse que nous nous faisons du développement, mais elle engendre, Camarades, la confusion sur le contenu du socialisme, utilisé dans le vocabulaire pour couvrir des expériences fort diverses.

Bien entendu, il est possible de mettre en évidence la relativité qui existe entre notre idéologie et le niveau de développement d'une société donnée. Et pourtant, faute d'être nous-mêmes ou de sombrer dans le verbalisme pseudo-révolutionnaire, la grande question pour nous est de mener le combat socialiste sans se tromper de continent, ce qu'ont tendance à faire les communistes. (applaudissements).

Acceptons que l'application de nos principes soit marquée du sceau de la nécessité dans les pays en voie de développement, mais exigeons que l'application de nos principes soit marquée du sceau de la liberté, de la responsabilité des sociétés hautement industrielles, comme la nôtre. (applaudissements).

C'est dans ce sens qu'au moment où la responsabilité devient la dimension nouvelle de la liberté, le socialisme démocratique reste une idée neuve, et qu'il est indispensable d'en sauvegarder la nature et l'originalité, face aux malfaçons et aux contrefaçons.

Notre tâche est d'autant plus difficile qu'il n'y a pas de modèle de société socialiste qui, présentement, réponde à notre espérance.

La démocratie américaine, en dépit de sa prospérité, en dépit de sa réussite technologique, reste minée par la loi du profit. Les démocraties populaires, dominées par la bureaucratie et le blocage économique résultant de leur système, s'avèrent incapables de s'ouvrir à la liberté.

Notre devoir, il est aussi de tenir compte d'une double nécessité :

Première nécessité: celle de garder le contact avec le pays.

Camarades, dans le feu du rajeunissement et du renouvellement, c'est bien naturel que les perspectives mêmes lointaines l'emportent sur les contingences. Les militants constituent une élite, et le parti socialiste doit rester une avant-garde.

Mais prenons soin, Camarades, de ne pas accentuer le décalage entre la gauche des partis et la gauche du pays.

Certains sondages parus dans la presse sont instructifs à cet égard. Le pays repousse la révolution dans le désordre et la confusion. Ce qu'il souhaite - en tous les cas c'est la seule révolution qu'il admet - c'est la révolution dans la clarté et dans la sécurité, c'est-à-dire sans la violence. A moins d'accepter l'idée qu'après une génération sacrifiée dans le socialisme, à cause du stalinisme, une nouvelle génération doit être sacrifiée au nom du vocabulaire et de notre inaptitude à comprendre le réel ! (applaudissements).

La deuxième observation que je voudrais faire, c'est la nécessité du regroupement. Les hommes de gauche attendent surtout de nous un effort

de regroupement. Ils sont fatigués de nos divisions internes. L'innovation la plus spectaculaire, ce serait d'abandonner les jeux de classements, de clivages souvent artificiels, c'est dépasser une majorité pour le roi (c'est-à-dire pour l'appareil), et un clan pour la minorité.

Nous espérons mieux pour ce parti : des socialistes qui s'interrogent, des socialistes qui se comprennent, des socialistes qui sont ensemble aux tâches multiples de leur parti. Faute de quoi l'animation des fédérations est confondue avec la chasse aux mandats, et l'instinct de clan l'emporte sur l'esprit de parti. (applaudissements).

Camarades, nous avons donné l'exemple ; la Fédération du Nord a son image, la Fédération des Bouches-du-Rhône a la sienne. Nous n'étions pas d'accord hier, nous ne le serons peut-être plus demain, mais aujourd'hui nous nous sommes rencontrés pour vous dire ce que nous pensons en commun, sur quatre thèmes que je vais maintenant développer.

Le premier thème, Camarades, c'est celui de la nécessaire rénovation.

Pour certains, la rénovation dans le parti c'est l'union de la gauche, et rien que cela. C'est vite dit. Le dogmatisme, la bureaucratie, la chasse aux idées nouvelles, plus simplement le ronronnement, cela aussi, ça existe dans le parti. Il faut se défendre contre ces maux, et je ne pense pas que le parti communiste nous soit d'un grand recours dans cette voie. Raison de plus pour être rénovateurs deux fois : une fois pour nous et une fois pour lui. (applaudissements).

La rénovation, c'est surtout, finalement, un état d'esprit.

Mais le deuxième thème, camarades, c'est l'imagination. Le vrai pouvoir de notre parti, c'est celui des idées. C'est bien là la grandeur et la difficulté de notre combat, en face du pouvoir d'argent et des grands intérêts capitalistes. Le levain de notre combat, c'est justement l'imagination. Elle nous manque trop souvent, pas du tout parce que nous ne pouvons pas être imaginatifs, mais parce que nous dédaignons de l'être.

Depuis deux ans, les responsables sont mobilisés. Des groupes, des sous-groupes se réunissent. Les débats nationaux ont été réservés pour l'élaboration du plan d'action socialiste et pour des discussions idéologiques avec le parti communiste.

Eh bien, je dis qu'il était excessif, même si c'était nécessaire, de ne présenter à l'opinion que cette image.

La montée des jeunes et l'analyse du gauchisme, l'urbanisation galopante, la dépopulation des campagnes, et les problèmes agricoles, le développement du tertiaire, sont des données qu'il n'est pas permis de négliger. La préparation, pour les socialistes, de l'an 2000, exige autre chose que le carrousel de nos motions.

Et dans le dialogue que nous pouvons avoir avec les journalistes, qui à la fois influencent et reflètent l'opinion, revient souvent cette constatation : "Vous n'intéressez pas suffisamment le public. On finira par ne plus parler de vous"... ce qui tout de même serait gênant pour un parti qui ne dispose pas d'un grand organe de presse national.

Alors, que faut-il faire ?

Eh bien, se rappeler que dans cette voie, et je me situe uniquement sur le

plan de la propagande, François Mitterrand avait forgé un outil avec le contre-gouvernement, tribune hebdomadaire exceptionnelle. Le contre-gouvernement reprenait (?) le gouvernement sur l'ensemble des problèmes, et se saisissait chaque semaine de la vie de tous les jours de l'ensemble des travailleurs. Eh bien, des initiatives, évidemment d'une autre nature, mais comme celle-là, devront être reprises.

J'ajoute - et je veux m'adresser aux petites fédérations, aux moyennes fédérations, pour que cesse finalement ce dialogue, que l'on voudrait quelquefois difficile, entre petites et moyennes fédérations et grosses fédérations - que de nombreuses petites fédérations reprennent vigueur. Et c'est là pour tout le monde une grande satisfaction.

Les responsabilités électorales sont rares et il faudra tout un travail de longue haleine, de cinq ans ou de dix ans, pour connaître une animation socialiste dans ces départements au niveau des collectivités locales. Eh bien ! je demande à ces fédérations de penser que l'avenir du socialisme ne se joue pas seulement dans les départements moyens et dans les villes moyennes, mais plus sûrement dans les grands ensembles urbains où résideront demain 80 % des Français. L'innovation, l'imagination, ce n'est pas d'aller retrouver le socialisme de nos pères dans une France qui disparaît peu à peu, mais de faire face aux problèmes de l'an 2000 dans la région parisienne, dans les Bouches-du-Rhône, à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, dans la région du Nord-Est. (Applaudissements).

Permettez-moi de vous dire, camarades, que dans le Nord, nous gérons 115 communes ; un million de nordistes sont administrés par des socialistes. Les deux communautés urbaines de Lille et de Dunkerque sont dirigées par des socialistes. Eh bien ! je constate que des socialistes doivent construire des villes nouvelles sans que le Parti ait posé les problèmes de l'urbanisme... (Applaudissements). Les socialistes doivent assurer le mieux-vivre dans les villes et faire face à l'automobile, sans que le Parti ait une politique de l'automobile, qui est indispensable aujourd'hui. (Applaudissements).

Il faut dégager les principes d'animation municipale et non plus d'une gestion, pour qu'un décalage saisissant intervienne entre des villes gérées par des socialistes et des villes gérées par la droite. Ces questions mériteraient bien quelques motions.

A côté du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, nous pourrions parler maintenant du pouvoir économique dans les municipalités. Il faut, il faut, il faut !... Bien entendu ! mais pour cela, il faut une impulsion, il faut une coordination qui soit celle du Parti. Pour nous, qui sommes le parti des municipalités, l'innovation et l'imagination se révèlent beaucoup plus ambitieuses pour la Fédération des élus socialistes. Mieux ! pourquoi les socialistes n'animent-ils pas des bureaux d'études, des bureaux d'urbanisme, qui auraient la faveur des municipalités socialistes ? Nous avons pris dans ce domaine, dans le Nord, quelques initiatives. Vous voyez que, sur un certain nombre de points, nous sommes capables de reprendre un certain nombre de méthodes qui sont celles du parti communiste.

A vrai dire, nous pouvons toujours opposer les motions les unes aux autres ; pour le pays et pour la gauche, nous sommes tous solidaires et responsables. La vie du parti et l'exercice du pouvoir dans le parti devraient tenir compte davantage de cette solidarité de fait et de cette responsabilité de droit que nous partageons tous. Si nous ne le faisons pas, ce n'est pas un parti socialiste nouveau que nous faisons ensemble, c'est un nouveau PSU que nous créons. (Vifs applaudissements).

Troisième thème : l'orientation. La façon de vivre le socialisme, les bonnes et les mauvaises habitudes dissimulent sans doute plus qu'elles ne révèlent les clivages politiques des motions. Depuis deux ans, une question domine, celle des rapports entre communistes et socialistes. Sur ce point, il est facile de classer, mais rien n'est plus arbitraire que cette classification et que cette terminologie de la droite et de la gauche à partir de ce que nous pensons les uns et les autres sur les rapports entre les communistes et les socialistes. Si certains s'y reconnaissent, c'est leur affaire. Il y aurait, soi-disant, l'extrême droite, la droite, la gauche et l'extrême gauche et, curieusement, le pouvoir dans le parti serait laissé aux centristes.

La fédération du Nord récuse les étiquettes de droite et de gauche sur ces critères. A ce jeu-là, les socialistes du Nord sont inclassables. Les socialistes du Nord obéissent à une préoccupation constante, celle de sauvegarder la nature et l'originalité du socialisme. (Vifs applaudissements). Et je dis au congrès que les ouvriers de notre département, qui représentent la grosse majorité des militants, s'ils sont pour la clarté et pour la rigueur vis-à-vis du parti communiste, se sentent des socialistes. Plus que d'autres parce qu'ils sont des ouvriers, ils rêvent à la société socialiste et font preuve tous les jours d'un dynamisme, d'un militantisme et d'une ouverture d'esprit que nous aimerions retrouver chez les notables socialistes qui proclament à la gauche du parti. (Vifs applaudissements).

Je veux maintenant insister, simplement mais clairement, sur les cinq points de notre orientation.

Premier point, qui nous est commun : notre attachement à l'idéal socialiste exprime notre conviction que la condition fondamentale du plein épanouissement de l'homme est la disparition des structures capitalistes et comporte donc une stratégie globale de rupture sans équivoque avec la société actuelle. Cela, c'est le premier point de notre position.

Deuxième point : comment ? Par la révolution, bien sûr, et par la réforme. Et pourquoi opposer les révolutionnaires d'un côté et les réformistes de l'autre ? Nous sommes tous à la fois des réformistes et des révolutionnaires. Le devoir est d'avancer sans relâche dans la direction socialiste, de prendre quand l'occasion en survient des mesures irréversibles qui s'imposent et d'agir constamment pour améliorer jour après jour le sort matériel et moral des hommes.

Dans la voie vers le socialisme, finalement l'évolution suit l'évolution même de l'espèce, par une évolution lente et puis, quand l'occasion s'en présente, par une mutation rapide et brutale.

Troisième point : une orientation claire, camarades. Notre exigence

socialiste et notre volonté de réalisme nous imposent de placer résolument notre action dans le cadre de la société présente et dans la perspective des vingt prochaines années. En France, l'initiative à prendre est évidemment de chasser le pouvoir actuel. Dans la prétendue nouvelle société de MM Pompidou et Chaban-Delmas, les trois quarts des travailleurs, à commencer par les jeunes et les personnes âgées, vivent dans l'angoisse des fins de mois difficiles, tandis qu'au cours des trois dernières années, les bénéfices des sociétés ont augmenté de 60 %.

Conservateur par nature, le gouvernement exerce son action en faveur des privilégiés. Il s'affirme chaque jour davantage comme celui de l'ordre moral et du règne de l'argent, celui des banques et celui des promoteurs immobiliers. Il s'oppose aux intérêts de toutes les catégories de travailleurs.

Eh bien ! ce pouvoir actuel s'appuie sur le fait majoritaire. Il ne peut être battu que par le renversement de cette notion en faveur de la gauche. Cela, c'est parfaitement clair. Mais l'opinion publique, camarades, ne fera ce choix que si l'union de la gauche qui apparaît comme une solution de rechange sérieuse et cohérente. Voilà ce que nous disons, voilà ce que nous avons écrit dans notre motion et je renvoie à leurs visions les Don Quichotte qui se sont battus à cette tribune contre les moulins à vent.

Notre texte ne défend pas une solution de troisième force et l'hypothèse qui avait été émise par Alain Savary n'était qu'une simple hypothèse d'école ; une majorité possible allant des socialistes à M. Giscard d'Estaing, nous pouvons nous en réjouir, personne ne défend ces positions à cette tribune et dans ce congrès. (Vifs applaudissements). Et sur ce point, nous devons l'enregistrer et nous devons le souligner. (Vifs applaudissements).

Camarades, l'essentiel de notre position peut s'exprimer ainsi : la gauche a besoin du concours du parti communiste et, après évolution, de la participation du parti communiste, pour battre la droite et la réaction et pour pouvoir avoir en France un gouvernement de gauche. Cela, c'est le premier élément.

Mais de la même façon, camarades, une gauche dominée par le parti communiste n'a aucune chance d'accéder au pouvoir, une gauche dominée par le parti communiste serait le plus beau cadeau que nous pourrions faire à l'UNR (Vifs applaudissements).

Tels sont pour nous les impératifs, et l'image de la gauche dépendra essentiellement de celle que le parti socialiste offrira de lui-même. Nous l'avons dit et nous l'avons répété pendant deux ans, nous le répétons à cette tribune : la gauche a besoin d'un parti socialiste fort. Fort, pour entraîner l'électorat flottant, sans se renier lui-même. Fort, pour entraîner l'ensemble de la gauche. Fort, pour pratiquer une politique d'ouverture qui puisse se développer sans aboutir à un état de confusion. Fort, pour cesser de se déterminer par rapport aux autres, mais pour s'affirmer d'abord comme étant nous-mêmes. (Applaudissements).

Quatrième point : une politique d'ouverture. Notre politique d'ouverture doit être évidente et s'appliquer dans trois directions essentielles : les

jeunes, les syndicalistes, les chrétiens, les coopérateurs ; et je ne développe pas, je pense que sur ce point tout le monde est d'accord.

Mais notre volonté d'ouverture et la nécessité d'équilibrer la gauche doivent nous amener à renforcer la gauche démocratique. Le Parti Socialiste doit constamment s'efforcer de coordonner son action avec celle du parti radical, qui fut un partenaire loyal au sein de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Et lorsque nous ajoutons qu'il faut entraîner les démocrates, les uns les appellent "sincères", les autres les appellent "les républicains de progrès", nous, nous les appelons "les démocrates qui se sont opposés sans équivoque et de façon constante au pouvoir", nous parlons de les entraîner parce que nous pensons qu'il est absolument nécessaire pour avoir la victoire d'entraîner un certain nombre d'hommes qui ont été avec nous dans un certain nombre de combats et qui toujours ont mené la bataille contre le gouvernement actuel et contre le gouvernement en place. (Applaudissements).

J'en arrive maintenant au dernier point : les relations avec le parti communiste.

Ce problème est sérieux, bien entendu, et ne doit pas être traité sur le mode incantatoire. Il faut l'union de la gauche, mais une union de la gauche en ordre de marche. Nous n'avons pas le droit de lever l'espérance du peuple si nous sommes incapables d'être forts et incapables d'équilibrer la gauche.

Depuis cinquante ans, les travailleurs socialistes et communistes aspirent à l'unité. Les efforts déployés et les échecs subis sont à la mesure de l'éloignement des méthodes et des principes. Au lendemain du XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste d'URSS les socialistes ont espéré. Mais il faut dire - il faut le dire à cette tribune et devant un congrès d'unité socialiste - que la normalisation en Tchécoslovaquie a rappelé durement la persistance de divergences fondamentales.

Avons-nous progressé, en dépit des obstacles que certains faits, en particulier certains faits inspirés par la politique extérieure de la Russie soviétique, ont levés devant nous ?

Camarades, l'analyse des faits nous amène à tenir compte des progrès certains qui se manifestent dans le parti communiste. Mais ces progrès sont encore limités. Sur les grandes questions de la prise du pouvoir, de son exercice, du problème fondamental des libertés politiques, l'accord est bien loin d'être réalisé, ce qui a été obtenu, c'est un effort de clarification.

Alors, un dialogue est ouvert. Il est maintenant permis de situer les convergences et les divergences. Eh bien ! au point où nous en sommes, voilà, au fond, le fond de notre position sur le dialogue. Ce que nous n'acceptons pas, c'est de laisser se développer dans l'opinion cette redoutable confusion que les communistes sont en train de devenir des socialistes et que les socialistes sont en train de devenir des communistes. C'est pourquoi, sur le plan idéologique, sur le plan du dialogue, tout doit être clair, tout doit être public. Les questions sont posées, elles appellent des réponses. Et je rejoins l'opinion qui a été ici émise par Taddei en

particulier sur la liberté et sur la garantie des garanties, car je dis avec lui, bien sûr, qu'il ne peut pas y avoir de socialistes sans démocratie. (Applaudissements).

Ce qui est nécessaire, ce sont des répliques communes de caractère ponctuel face aux menaces précises que le pouvoir et les capitalistes font peser sur les travailleurs. Et je pense que le principe de ces ripostes, nous devons le reprendre aussi, dans le cadre parlementaire, à partir le reprendre aussi, dans le cadre parlementaire, à partir d'initiatives législatives, mais sans qu'on en vienne à cette notion de plan législatif pour la simple raison que cela risque de gommer la personnalité du parti socialiste.

Albert Gazier a fait devant ce congrès un certain nombre de propositions précises. Je les fais miennes. D'autres propositions pourront être faites devant la commission des résolutions ; ce sera notre travail de cet après-midi. Mais je voudrais vous dire, camarades, que, bien entendu, pour préparer les prochaines échéances et, bien entendu, pour préparer les prochaines échéances et, bien entendu, pour préparer l'avenir, des initiatives devront être prises sur le problème des rapports entre communistes et socialistes. Mais, dans cette voie, mieux vaut des analyses d'efficacité sur le plan politique que des exercices de confusion dans le domaine idéologique. (Applaudissements).

En conclusion, camarades, pour répondre à l'espoir du peuple, la gauche doit affirmer sa vocation majoritaire et se mettre en situation de l'emporter. Elle ne peut s'imposer que si elle est équilibrée et si le parti socialiste apparaît clairement comme la force d'animation et d'entraînement. Sans un grand parti socialiste, la politique de la gauche et, par conséquent, toute la politique de la France, resterait bloquée.

Nous voulons entraîner l'ensemble de la gauche. A nous de travailler, à nous d'être les meilleurs ! Et la véritable question, la question fondamentale qui se pose, au-dessus de ce congrès, c'est de lancer, tous ensemble, à partir de ce congrès, un grand parti socialiste.

(Très vifs applaudissements. La salle scande : "Mauroy ! Mauroy !").

Le Président - La parole est à François Mitterrand.

Mitterrand François - Mes chers camarades, j'organiserai mon intervention autour de trois points : d'abord, pourquoi sommes-nous là ? Ensuite, qu'allons-nous faire de l'unité ? Enfin, comment le faire ?

Pourquoi sommes-nous là ? Parce que nous sommes des socialistes. C'est vite dit ! Je ne vous apprendrai pas les définitions.

Cela suppose pour le moins, quel que soit le choix de chacun, le refus instinctif ou raisonné - instinctif et raisonné, les lois de la raison sont aussi les lois du socialisme -, l'explication de la société autour de toutes les formes de libération dont il est bien sûr que la première, qui commande toutes les autres, est la libération de l'exploitation de l'homme par l'homme dans les structures économiques, et que cette libération s'épanouit par la libération culturelle.



Mais nous ne sommes pas ici pour faire des cours, et il y aurait meilleur professeur que moi. Je cherche simplement à savoir pourquoi il y a tant de femmes et tant d'hommes dans cette salle aujourd'hui.

Si c'est une fête, moi cela me plaît ! Si c'est une cérémonie, c'est déjà plus ennuyeux mais enfin je veux bien. Si c'est un rite, cela se gâte. Si c'est avec le sentiment que nous sommes des pionniers, les premiers, le petit nombre de beaucoup, si nous avons le sentiment que pour la première fois après 65 ans, enfin nous allons d'abord rassembler - c'est fait -, unifier - je le crois - au delà de nos personnes et de nos groupes et de nos tendances tous les courants du Socialisme, alors cela vaut la peine !

Les courants, je ne veux pas non plus en faire la liste. Je constate pour le moins que les Marxistes sont nombreux, les vrais et les faux, qu'il y a une tradition proudhonienne débordante, que les personnalistes d'Emmanuel Mounier sont, c'est l'occasion de le dire, Dieu soit loué, parmi nous... (Applaudissements) et que peut-être pour la première fois ce qui se passe au sein du monde chrétien, et particulièrement de l'Église Catholique, peut signifier sans qu'on s'illusionne encore sur les grandes masses le rendez-vous qu'ont espéré tous ceux qui depuis au moins 25 ans, et ils l'ont dit, sont allés dans ce sens. Ceux que j'approuve, ceux que je désapprouve, ceux qui considère même sans savoir, ou qui se demandent toujours, en l'ignorant, si je suis leur ami ou leur adversaire, tous ont souhaité ce moment-là.

Eh bien, si nous sommes réunis ce matin, c'est notre fête à tous, nous tous qui sommes venus pour bâtir le socialisme. (applaudissements).

Seulement, qu'allons-nous faire de l'unité ?

D'abord, exister, exister tout simplement physiquement. Exister, c'est-à-dire les structures, leur développement, le militantisme - sans parler de personnalités plus importantes que d'autres, car il est toujours très ennuyeux d'être considéré comme telle dans un congrès de ce genre -. Est-ce que nous sommes des militants ? Je ne sais pas si je suis un militant, ce que je sais, c'est que je passe ma vie avec mes amis à essayer de faire exister physiquement notre organisation politique. Et cela, quelles que soient nos nuances. Et nous sommes assez divisés, nous aussi, nous sommes tous là très bons camarades, en train de bâtir ensemble dans notre petit département, petit ou moyen, je ne sais pas, le socialisme en action.

C'est pourquoi nous avons pris des positions favorables à un certain nombre de thèmes de décentralisation, de collégialité, d'ouverture.. On l'a assez dit, je ne vais pas répéter ce qui a été dit depuis déjà deux jours, excellemment, à cette tribune.

Mais, permettez-moi d'insister sur ce point, il faut aussi que nous existions intellectuellement, par un plus riche apport théorique, et j'ajouterai, pour l'idée que je m'en fais, spirituellement, par une meilleure connaissance de l'homme, et peut-être aussi, par une plus profonde réflexion sur son destin tout au long de sa vie.

Cet approfondissement fait que je crois que la motion B - je m'embrouille dans les lettres, même vis-à-vis de la motion pour laquelle je vote, quelquefois je me trompe - est la meilleure, celle qui demande que la

formation au sein du parti connaisse des développements considérables. Exister, s'organiser, se battre sur tous les terrains, militer, je suis, si vous voulez bien, volontaire pour être le militant que vous demandez, un parmi 90.000 aujourd'hui, un parmi 200.000 demain, un parmi les millions de socialistes qui seront, après-demain, les conquérants de la société française.

Pourquoi sommes-nous ici ? Qu'allons-nous faire de l'unité ?

Eh bien, maintenant que notre parti existe, je voudrais que sa mission soit d'abord de conquérir. En termes un peu techniques, on appelle ça la vocation majoritaire. Je suis pour la vocation majoritaire de ce parti. Je souhaite que ce parti prenne le pouvoir... Déjà le pêché d'électorisme ! Je commence mal.

Je voudrais que nous soyons disposés à considérer que la transformation de notre société ne commence pas avec la prise du pouvoir, elle commence d'abord avec la prise de conscience de nous-mêmes et la prise de conscience des masses. Mais il faut aussi passer par la conquête du pouvoir. La vocation groupusculaire, ce n'est pas la mienne ni celle des amis qui voteront avec moi la même motion.

Mais, conquérir quoi ? Conquérir où ?

D'abord, les autres socialistes, on l'a dit ! Ensuite, je pense - comment cela va-t-il me classer, je ne sais pas encore - je pense qu'il faut d'abord songer à conquérir ou à reconquérir le terrain perdu sur les communistes. Je pense qu'il n'est pas normal qu'il y ait aujourd'hui 5 millions, et quelquefois plus, de Françaises et de Français qui choisissent le Parti communiste sur le terrain des luttes, et même sur le terrain électoral, parce qu'ils ont le sentiment que c'est ce parti-là qui défend leurs intérêts légitimes, c'est-à-dire leur vie. (applaudissements).

Je considère que l'une des tâches de conquête du Parti socialiste, c'est d'être, avec modestie aujourd'hui, laissant tomber les "paroles verbales", comme disent les diplomates, et sans vouloir faire un effet de congrès, le parti le plus représentatif de ceux dont nous avons parlé tout à l'heure. Ceci ne se fera, pardonnez-moi de le dire, qu'au prix d'actions concrètes.

Lussante a raison, je parle de lui parce qu'il a parlé peu de temps avant moi, c'est sur ce terrain-là que nous sommes trop absents, c'est sur ce terrain-là qu'il faut désormais être présents, afin d'être sûrs qu'ils agissent, qu'ils se rassemblent, qu'ils se battent.

Nous avons ensuite à conquérir chez les Gauchistes, dans la mesure même où déjà s'établit une tragique confusion : on emploie indifféremment dans les discours les termes "gauchiste" ou "la jeunesse". (Applaudissements). Personnellement je ne pense pas que ce soit vrai. Mais ce n'est pas non plus nous qui la représentons, la jeunesse.

Il est un certain nombre de valeurs qui ont été exprimées par la révolte, puis traduites dans un langage et par des actions déraisonnables et mêmes dangereuses du point de vue de la défense des intérêts des travailleurs. Mais ces valeurs là, elles existent, et tant que le Parti Socialiste ne les exprimera pas avec conviction, tant que ces valeurs, ce besoin d'être responsable, ce besoin de refuser d'être soumis à des intermédiaires qui

vous dérobent finalement votre dignité de citoyen, de travailleur, votre dignité de chaque jour... Parce qu'il y a finalement une sorte de déviation de la démocratie parlementaire qui fait qu'au lieu d'avoir délégué au monarque d'autrefois, et à lui tout seul, le droit de penser et d'agir, la démocratie parlementaire, par ses intermédiaires, a fini par manque d'imagination par confisquer tout cela au citoyen, à l'individu, à celui qui veut être lui-même capable, par l'information et par la formation, par le dialogue et aussi par l'organisation des partis de Gauche, capable de penser lui-même et de décider.

Ces valeurs, on les qualifie parfois d'un mauvais terme - mais les mauvais termes abondent dans nos débats, j'en emploie moi-même - de "qualitatives" ; mais cela veut dire quelque chose, parce qu'assimilant tout l'héritage historique, l'héritage du Socialisme, on voit poindre la certitude que quand même nous aurions, nous, Parti Socialiste, bâti la société socialiste, nous n'aurions pas achevé notre tâche, car nous n'aurions pas répondu à certaines interrogations qui étaient dans le cri des révoltés de mai 1968. (Applaudissements).

Et puis il faut reconquérir les Libéraux. Selon une excellente définition de Guy Mollet et il me permettra de lui emprunter, dans les classifications qu'il a faites dans un ouvrage de la physionomie politique française, les Libéraux qui évidemment acceptent comme nous l'héritage démocratique dans le domaine politique, mais qui refusent nos méthodes et nos structures sur le plan de l'économie.

Mais les voilà placés devant un choix dont on dit encore dans le langage savant qu'il est bipolaire. Il est nécessaire de faire comprendre à ceux qui y sont disposés que s'il s'agit pour eux de choisir entre la tyrannie et la décadence, quand ce n'est pas la pourriture du capitalisme, et le Socialisme, qui leur déplaît parfois par son esprit de système, ou même par ses signes et ses symboles, s'ils veulent la justice et le droit, ils sont de notre côté.

Et puis il y en a d'autres qui sont indéfinissables. Je ne sais pas comment les appeler. Ils ne savent pas eux-mêmes, d'ailleurs, sans quoi ils seraient ici. Ce sont ceux qui se multiplient dans des groupes de toutes sortes qui foisonnent : les usagers du métro, les usagers des transports en commun, les parents d'élèves, les groupes d'action municipale, que sais-je encore...

Il faut que tous ceux-là, qui sont livrés à des organisations anarchiques et qui s'appliquent à faire seulement, comme ils disent, "du concret", comprennent qu'on ne fait pas du concret et qu'on est écrasé par la société capitaliste lorsqu'on n'admet pas - c'est ma propre évolution, je suis amené à la comprendre - qu'il est impossible de lutter avec efficacité et de transformer la société par un travail individuel, en refusant une puissante organisation politique. (Applaudissements).

Si nous faisons l'appel parmi tous ceux-là, communistes, gauchistes, libéraux, indéfinissables, de l'action quotidienne, cela fait beaucoup de monde en perspective ; donc cela nous fait beaucoup d'ennemis. Car ceux sur lesquels nous prétendons reconquérir le terrain perdu, ou conquérir un terrain nouveau, il faut qu'ils le sachent, nous sommes leurs concurrents.

Et si nous sommes en mesure d'être souvent leurs amis ou leurs alliés, il n'en reste pas moins que dans le combat politique le Parti Socialiste, s'affirmant en tant que tel, a l'audace de vouloir assumer toutes les tâches à la fois ! (Applaudissements).

C'est là que le bât va nous blesser. Tant que je m'en suis tenu aux pétition de principe et aux intentions généreuses, comment ne pas recueillir la quasi unanimité des suffrages ? Je veux dire des applaudissements ? Mais il faudra nécessairement distinguer en pourcentage la différence ! (Applaudissements).

Alors qu'allons-nous faire de l'unité ? Et surtout, comment allons-nous faire ?

J'ai écouté Mauroy à l'instant. Évidemment il reprenait certains thèmes, et je sentais personnellement profondément sa conviction : stratégie globale, structures... on pourrait dire que tous les courants le disent. Il était important qu'il le précise à lui-même. Je ne suis pas non plus un théoricien, et j'essaie de comprendre en moi-même ce que je pense. Ce n'est pas toujours facile. Qui n'est pas pris dans ses propres contradictions ? Qui est un bloc, ici ? Il y en a peut-être... J'allais dire, je les plains !

Réforme ou révolution ? J'ai envie de dire - qu'on ne m'accuse pas de démagogie, ce serait facile dans ce congrès - oui, révolution. Et je voudrais tout de suite préciser, parce que je ne veux pas mentir à ma pensée profonde, que pour moi, sans jouer sur les mots, la lutte de chaque jour pour la réforme catégorique des structures peut être de nature révolutionnaire.

Mais ce que je viens de dire pourrait être un alibi si je n'ajoutais pas une deuxième phrase : violente ou pacifique, la révolution c'est d'abord une rupture. Celui qui n'accepte pas la rupture - la méthode, cela passe ensuite -, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire..., avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti Socialiste. (Applaudissements).

Maintenant nous passons au débat technique, où certains de nos camarades sont vraiment imbattables.

Le mot est à la mode, c'est "stratégie". Avec les stratégies on fait tout et n'importe quoi. Il me semble que ceux qui procèdent à la stratégie, ce sont des stratèges. Eh bien nous sommes un congrès de stratèges ! Avec des nuances. Il y en a de troisième catégorie, il y a en de deuxième catégorie, il y en a de première catégorie. Si nous étions encore à l'époque du ravitaillement, on dirait catégorie A !

Je ne disputerai pas la palme de la catégorie A à notre camarade Poperen... (Applaudissements et protestations).

Je suis allé forcément chercher le Littré. Je vois : "stratégie, art de préparer un plan de campagne, de diriger une armée sur les points décisifs, et de reconnaître les points sur lesquels, dans les batailles, poster les plus grandes masses de troupes pour assurer le succès".

Donc, sauf pour un petit moment, à l'école de guerre, nous cherchons notre terrain. Quel est notre terrain ? Là je redeviens tout à fait sérieux.

Notre terrain, il est celui-ci : à compter du moment où nous adoptons une stratégie de rupture, il importe de savoir quelle est la définition hors de laquelle il n'y a pas de marche possible vers le socialisme.

Eh bien je dis, aussi clairement que je le pense après quelques réflexions et quelque temps mis à cette réflexion que notre terrain est celui-là : il n'y a pas, il n'y aura jamais de société socialiste sans propriété collective des grands moyens de production, d'échange et de recherche. (Applaudissements).

Notre terrain, s'il est celui-là, nous fera passer à une autre fraction du territoire. Cette autre fraction du territoire nous fera accéder à cette notion moderne, à l'époque de l'audiovisuel et des "mass-média" que si l'on ne va pas aux sources de la culture, on a échoué l'entreprise !

Notre terrain, c'est une analyse économique, ce n'est pas une doctrine, ce n'est pas une idéologie, c'est une science... qui épouse le fait économique et social. Il s'agit simplement d'être honnêtes et d'abord, d'apprendre la science...

Et quand on a bien assis notre premier terrain, quel est notre adversaire ?.. Je voudrais balayer vraiment tout de suite - d'abord parce que le temps passe et il ne faut pas que je reste trop longtemps à cette tribune, - il faudrait donc que je balaie tout de suite disons les adversaires fantomatiques, les fantômes.. Il y a un certain nombre de décennies, l'adversaire, qui était-ce ?... Eh bien, une certaine classe dirigeante, assurément.. d'autres auraient ajouté l'Église, qui apportait le sceau du spirituel aux moyens de l'injustice sociale... d'autres auraient ajouté : l'Armée... mais ça fait déjà longtemps qu'elle ne fait plus de coup d'État ! D'autres auraient ajouté : les notables.

Le véritable ennemi, j'allai dire le seul, parce que tout passe par chez lui, le véritable ennemi si l'on est bien sur le terrain de la rupture initiale, des structures économiques, c'est celui qui tient les clefs... c'est celui qui est installé sur ce terrain là, c'est celui qu'il faut déloger... c'est le Monopole ! terme extensif... pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, et l'argent qui pourrait jusqu'à la conscience des hommes ! (Applaudissements).

L'autre, c'est la lutte contre les monopoles et quand je regarde ce que recouvre le mot, je pense que tout part de là, car le reste, ceux qui gouvernent en politique, ce ne sont que les exécutants de ces monopoles.

Vouloir abattre à tout prix le gouvernement Chaban-Delmas, si on n'écrase pas la société économique qui l'y a installé avec sa fausse nouvelle société... il faut le faire, mais ça risque aussi de nous égarer.

Le monopole, avec ses exécutants, le parti majoritaire, le gouvernement, la majorité à l'Assemblée nationale et tous ceux que vous rencontrer dans vos communes, dans vos villes et dans vos campagnes... et puis, les agents, les agents multiples qui font que lorsqu'on a désigné les monopoles, il faut aussitôt s'attaquer à une autre forteresse, qui s'appelle l'État - ou du moins, car je ne suis pas anarchiste et je suis l'un de ceux qui pensent que l'État est nécessaire - mais lorsqu'on sait que cet État est un moyen pour

une société économique donnée d'assurer le pouvoir de chaque jour sur les millions de citoyens qui vivent sur notre sol, alors il faut s'attaquer à une certaine notion, une certaine nature de l'État, d'autant plus que ce sont les agents stipendiés... je veux dire payés, rémunérés, du grand patronat qui indistinctement passe ici et là... Depuis les grands monopoles que je pourrais citer, et jusqu'aux grandes fonctions publiques, ils représentent une classe à part qui exécute pour le maître les décisions prises dans le secret... des Dieux ! (Très vifs applaudissements).

Quel est notre terrain ?.. Quel est notre adversaire ?.. Et maintenant, quelle est notre base ?

Je veux dire : quels sont nos frères, quels sont nos compagnons de combat et puis ceux qui ne le sont pas mais qui sont liés à nous, le monde des travailleurs... par les mêmes intérêts ; et il n'y a pas d'explication.. il n'y a pas de parti politique qui ne repose sur une explication économique d'abord ; un parti obtient le pouvoir, ensuite il gouverne pour tous les Français, mais il exprime une vérité première : l'affirmation de la justice rendue aux millions d'exploités, d'aliénés, de frustrés, d'opprimés !

La base, c'est celle-là ; et comme je me suis permis tout à l'heure une petite phrase qui aurait pu paraître désagréable, je dirai que la meilleure définition que je trouve de cette notion de base sociologique, je la trouve dans la motion signée par Poperen et c'est pourquoi, au niveau de la Nièvre, qui avons voté à une grande majorité la motion Mermaz-Pontillon, nous y avons ajouté, sous forme d'amendement le texte Poperen en question. (Applaudissements).

Notre base, et je suis sûr que bien d'autres s'y reconnaîtraient - c'est en effet le front de classe. Encore faudrait-il - on aura le temps une autre fois - fouiller cette motion.

Alors, à partir de la, ça se resserre... et j'approche de ma conclusion.

Stratégie.. tactique.. les deux termes sont bien souvent mêlés. "Tactique" : (toujours la référence au Littré) : mouvements qui sont commandés par la stratégie.. On n'est pas beaucoup plus avancé ! Mais ça veut dire qu'à partir de la tactique, on va essayer de mettre en oeuvre politiquement les définitions et les choix que j'ai tenté d'exposer il y a un instant.

Et c'est là que se posent plusieurs tactiques possibles. C'est là que se trouve le nœud du problème, lorsqu'on entend beaucoup de congressistes dire : il faut aligner le faire sur "le dire".. ou bien en un langage qui est davantage le nôtre : il faut faire ce qu'on dit ! (rires) Il faut reconnaître que c'est moins démonstratif !

Il y a trois tactiques possibles. D'abord la tactique de conquête du pouvoir pour le pouvoir. Par exemple, la tactique de troisième. De ce point de vue, je n'ai pas besoin moi de me forcer, parce que tout le monde la condamne. Mais enfin, la tactique de troisième force, ça veut dire quoi ? Cela veut dire l'alliance avec un certain nombre de familles politiques libérales, en considérant qu'il y a à lutter contre un danger fasciste et contre un danger communiste. C'est ça l'alliance de 3ème Force.

Elle n'a retenu l'attention d'aucune motion ; elle n'est pas non plus dans la nôtre.

La deuxième tactique, elle est déjà un peu plus floue. C'est la tactique qui consiste à considérer qu'à compter du moment où l'on fait bloc contre l'adversaire principal, en l'occurrence l'UNR et ses alliés centristes, on a tout dit... Ce n'est pas la troisième Force, car cette tactique qui au fond cherche à s'appuyer sur les éléments modérés, radicaux, libéraux de toute sorte, est une tactique qui cherche à placer le socialisme comme moyen de direction, comme fer de lance pour faire une société socialiste.

Je n'accuse aucun de ceux qui se trouvent ici, pratiquant cette technique que je n'approuve pas, d'avoir l'intention de trahir le socialisme ! D'ailleurs, je ne serais pas aimable si je disais ça.. si je pouvais imaginer qu'il puisse y avoir trahison parce qu'on autorise ce type d'alliance, je serais obligé de quitter piteusement cette tribune, puisque cela me ferait condamner votre dernière motion de Bondy ! (rires...)

Je dis ce que je pense, pas simplement ce qui fait plaisir ! (Applaudissements).

Il y a une troisième tactique, c'est celle de l'union de la gauche, considérée par beaucoup ici comme exclusive des deux autres : de la première par nature, de la deuxième... c'est selon.

Mais je crois qu'il nous faut faire une distinction, et c'est là où nous allons nous distinguer tout à fait de ceux qui pourraient croire qu'il y a confusion : la tactique de l'union de la gauche n'est pas forcément la même. L'union de la gauche, comment la voyons-nous ?

Elle comporte, évidemment, l'alliance de toutes les gauches responsables ; elle considère, cela va de soi, le parti communiste comme un parti responsable.

Cette union de la gauche doit être évidemment ouverte. J'ai cent fois cité dans des réunions avec vous, la phrase de Krasucki (il faut avoir de bons auteurs) qui dit : "Où trouve-t-on les militaires, sinon parmi les civils ? Où trouve-t-on les socialistes, sinon parmi ceux qui ne le sont pas ?"

J'ajoute que lorsque dans mon département nous avons fait une liste unique au premier tour dans une ville de plus de 30.000 habitants, avec le parti communiste, - c'est une confiance que la presse ne répétera pas - nous avons failli nous brouiller. Pourquoi ?.. Oh, pour un détail : ils voulaient tout ! (Applaudissements).

Alors, ils nous ont dit : Vous savez, méfiez-vous, si vous faites deux listes, on de se désistera pas pour vous. On a dit : on y a pensé à ça... alors, nous, notre liste, elle n'aura qu'un nom : liste socialiste. Elle n'aura que des adhérents : les partis socialistes. Alors, le petit alibi du démocrate pas tout à fait sincère, ça ne prendra pas, vous serez obligé de vous désister pour nous !

La veille du dépôt des listes, ça c'est arrangé. Et ça c'est d'autant mieux arrangé qu'à partir de ce moment là, les représentants du parti communiste nous on dit : mais vous savez, notre liste elle est quand même un peu étroite... pourquoi est-ce que nous n'irions pas chercher quelques personnalités dans la ville, qui ne seraient pas considérées comme socialistes ?..

Autrement dit, ce qui était interdit aux socialistes seuls, devenait

bénédictio quand nous étions tous ensemble ! (Bravo !.. applaudissements)

Vous avez donc compris que pour un partisan de l'Union de la gauche et d'un accord avec les communistes, je me suis demandé depuis le début de ce congrès avec tout ce qu'on entend dire, s'il ne fallait pas que je m'en défende !

La défense étant un très mauvais argument, je m'en dispenserai.

Je me contenterai de dire à ceux qui s'en sont inquiétés en particulier à quelques uns de nos amis qui en ont parlé hier, que dans les campagnes présidentielles, je voudrais les rassurer tout de suite, en 1965, même s'ils ne s'en sont pas aperçus, ce qui est parfaitement normal, moi aussi en 65 j'étais pour le candidat unique de la gauche !

Moi aussi, en 1966, avec René Billières, - et ce n'était pas facile le 1er décembre 1966 - nous avons franchi peut-être le pas décisif qui était bien modeste, vague accord électoral, vague perspective politique.

Moi aussi, j'étais de ceux qui ont signé la première "Plate-forme commune" depuis 1936 et le Conseil national de la Résistance en France, en février 1968.

Et je continue de penser ce que je pensais à l'époque et le combat à engager lorsque vous avez bien voulu me faire confiance, non seulement je n'y ai pas manqué, mais je n'y manquerai pas ! (Applaudissements).

Mais j'ai dit, par ma petite anecdote nivernaise, quelles étaient les limites... Et il y a deux façons de traiter avec les communistes : le fameux terme "équilibrer la gauche" j'aurais peut-être mieux fait de tourner plusieurs fois ma langue dans ma bouche avant de prononcer cette expression fameuse, qui m'a valu une série de polémiques de la part de Georges Marchais depuis... arrêtée il faut le dire depuis quelque temps.

En vérité, il faut savoir si le Parti Socialiste sera capable, avec l'ensemble des forces de gauche et de tous ceux qui accepteront les perspectives de la gauche et les perspectives socialistes, il s'agit de savoir si le parti socialiste est un parti prêt à recevoir quotidiennement la leçon... et lorsqu'on ne s'entend pas, lorsqu'une divergence est reconnue, est-il nécessaire que nous soyons toujours en posture d'accusés ?.. Voilà pourquoi, comme d'autres l'ont demandé,... (très vifs applaudissements)... voilà pourquoi, chers camarades, le débat doit être public, et nos raisons doivent être répercutées dans les masses. Nous n'avons pas de complexe à nourrir, même si nous avons commis - moi le premier - des erreurs ou des fautes.

Il n'est pas dans mes intentions d'accuser quiconque, je ne l'ai jamais fait, contrairement à ce que l'on répète. Nous sommes tous solidaires et nous devons le rester, quitte à régler, au sein du parti, les tendances et les choix nécessaires.

Mais il y a deux formes d'esprit, il y a ceux qui acceptent - et je sais que ce que je vais dire ne plaira pas à beaucoup - ceux qui acceptent ce que j'appellerai le choix des désespérés ; ce sont ceux qui ne croient plus en eux-mêmes et en nous et qui n'en ont peut-être pas conscience, mais qui agissent comme s'ils en avaient conscience et qui acceptent que la finalité soit celle d'une vassalisation du parti socialiste ! et il y a ceux qui



refusent !

Et après vous avoir dit les choix qui étaient les miens, et sur lesquels j'aurai l'occasion de le marquer d'abord en votant la motion "L", c'est-à-dire la motion Mermaz-Pontillon, mais avec les amendements que nous avons choisis dans la Nièvre si j'y suis admis, en faisant quelques propositions sans doute possibles au sein de la Commission des Résolutions, ce choix nul n'a le droit d'en douter, un homme se juge aussi, n'est-ce pas sur ses actes ?.. Mais je dis que le parti socialiste a une vocation et je le dis sans orgueil au nom de nous tous, qui lui permet d'être à la jonction de l'héritage démocratique auquel nous avons consenti et que nous ne répudions pas, mais auquel il faut rendre sa vérité. Les grands principes de 89... Oui ! Mais ils sont vidés de substance, il faut leur rendre leur substance.

Et le jour où nous l'aurons fait, nous devons parler comme un parti cohérent, aspirant au pouvoir politique et donc au pouvoir économique, et loyal, s'adressant à ses partenaires de la gauche, notamment au parti communiste, qui est en effet le partenaire principal, car il représente - au niveau des luttes concrètes, - une communauté de front de classe, les mêmes, ceux qu'il faut défendre... et puis, il y aura tous ceux qui viendront nous rejoindre, et qui viendront de notre droite..

Alors, il faut avoir conscience de nous-mêmes.

J'en ai fini, chers camarades, sinon pour dire : mais vous n'avez pas parlé, au fond, d'un point sur quoi accroche tout, et sur lequel les exégètes admirables, disons nous attendent au tournant.... mais spécialement la commission des résolutions, et le Congrès de cet après-midi !

Vous savez, dans le débat, on est d'accord sur tout ! Je ne voudrais pas faire de publicité pour l'essence, ce serait mal venu après tout ce que j'ai dit.

Mais enfin, vous savez... le détail qui change tout... on est d'accord sur tout, et puis... il y a juste un point d'accrochage, il est là... accord avec le Parti communiste, dialogue avec le Parti communiste, alors jusqu'à quand et pour quoi faire ? Et puis, comment va-t-on faire ? Toujours les mêmes questions !

Alors, il y a ceux qui disent : avant de continuer, il faudrait réfléchir, attendre certaines réponses, c'est la motion Defferre-Mauroy ; puis, il y a ceux qui disent : ... ce qui implique un certain temps d'arrêt de réflexion... et puis il y a ceux qui disent : on va continuer le dialogue idéologique.

Moi, je suis pour le dialogue et je suis pour l'idéologie, mais je ne suis pas pour le dialogue idéologique.

Attention ! S'il faut choisir un mode d'action et de dialogue, je penche pour ceux qui, dans ce Congrès, préfèrent les actions concrètes, veulent définir le cas échéant, les programmes... (applaudissements)... parce que je pense que le dialogue idéologique, qui pose des questions très importantes, oui... quel est celui d'entre vous, d'entre nous, qui pense une seconde que nous ne serons pas les alliés électoraux des communistes en 1973.... ou avant ? Vous savez bien tous que c'est ce qui va se passer, et à ma

connaissance il n'y a personne contre, il y en a bien qui voudraient ajouter quelque chose, qui, oralement est excellent, mais il n'y en a pas qui veulent retrancher et je pense que le Parti, dans son ensemble, accepte l'accord électoral avec le Parti communiste.

Bon. Alors, si on se présente ensemble, par un accord de deuxième tour, si le mode de scrutin s'y prête, avec les communistes, vous croyez que vous pourrez aborder les élections sans dire aussi aux Français pour quoi faire ? Cela aussi c'est créer les conditions de l'échec permanent ! (applaudissements).

Mais le dialogue idéologique qui pose des problèmes vraiment fondamentaux, le dialogue idéologique, il tend à résoudre quoi d'ici 1973 ?

Vous savez pourquoi je dis 1973, qu'on ne me prenne pas à revers en disant : on n'a jamais dit cela... c'est moi qui le dis...

Ce dialogue idéologique est-ce qu'il va résoudre le problème de deux philosophies, de deux modes de pensée, de deux modes de conception de l'homme dans la Société ?

Alors, je ne comprendrais pas pourquoi il s'est créé un communisme et un socialisme !

Vous croyez qu'on va résoudre cela d'ici deux ans ? Deux ans, c'est une perspective, mais je ne perds pas mon idée de vue... vous croyez qu'on va y arriver ?

Notre pression, et c'est dans ce sens que je comprends les protagonistes du dialogue idéologique que je n'accable pas, j'essaie seulement, en Camarade, de dire nos préférences sans récuser leur opinion, nous voulons seulement dire que pour résoudre le problème de fond, cette pression est bien utile, mais plus utile encore le fait qu'à l'intérieur du Parti communiste conscience soit prise que désormais il n'est plus possible de vivre en vase clos, sous l'abri du centralisme bureaucratique.

Parce qu'il est des socialistes qui combattent sur le terrain, alors le Parti communiste aussi doit s'ouvrir au même type de discussion, (applaudissements) sur des actions concrètes, sur des luttes concrètes.

J'ai dit 1973, je pose la question, il faudra y répondre cet après-midi, pas maintenant.

Maintenant dialogue idéologique, est-ce que cela veut dire que si on ne s'entend pas sur l'essentiel, on ne pourra pas s'allier aux élections ?

Comme personne n'y pense, cela pourrait laisser penser que le dialogue idéologique ne sert à rien, puisqu'on ne s'est pas entendu.. mais qu'on s'entend quand même quand c'est utile !

Ou est-ce que cela veut dire que décidément il ne peut y avoir d'alliance, à quelque degré que ce soit, sauf sur le plan des luttes, sur le terrain, qui sont permanentes et nécessaires avant d'avoir abouti ?

Il y a là une contradiction à notre avis profonde. Voilà pourquoi, en conclusion, je dirai qu'il n'y aura pas d'alliance électorale s'il n'y a pas programme électoral. Il n'y aura pas de majorité commune s'il n'y a pas contrat de majorité. Il n'y aura pas de gouvernement de gauche s'il n'y a pas de contrat de gouvernement... (vifs applaudissements)... Ne

m'applaudissez pas, ceux qui m'applaudissent risquent de se tromper, c'est honnête de le leur dire, car les trois formes de programme, il est difficile de les dissocier dans un régime bipolarisé de la façon dont vous savez.... il est très difficile de les désolidariser...il ne peut pas y avoir non plus de véritable programme annoncé par vos leaders de l'époque prochaine, future, s'ils ne peuvent pas s'adresser aux Français en leur disant : voilà ce qu'on va faire et qui on sera.

Mais pour savoir ce qu'on va faire et savoir qui on sera, il faut discuter, et c'est là que je rejoins ceux qui discutent en pensant simplement que sur le plan de leurs discussions ils se trompent de plateau, et qu'il vaudrait infiniment mieux savoir d'une façon précise si oui ou non ce dont nous rêvons et tout ce que nous voulons est possible.

Mes chers Camarades, je n'ai signé aucune motion, j'ai voté avec mes camarades de la Nièvre en grande majorité pour la motion Mermaz-Pontillon, avec de très importants amendements... qu'il est excusable de ne pas connaître. Je me présenterai sur la liste qui sera présentée par la motion "L"... peut-être irai-je, si l'on me désigne, à la Commission des résolutions.

Lorsque je serai à la Commission des Résolutions, si toutefois nous avons le pourcentage nécessaire, avec les 5 % c'est possible, avec la proposition Taddei on n'y allait pas... (applaudissements)... nos préférences iront vers l'analyse et vers la conclusion de la motion que je viens de dire.

Nous voterons donc pour la motion "L" et il est normal que je souhaite que le plus grand nombre raisonnable fasse le même choix. Mais nous savons aussi que plusieurs autres textes expriment sur certaines options fondamentales des positions qui sont proches des nôtres... elles ne sont pas forcément celles que l'on cherche à caricaturer.

Voilà pourquoi, après le vote qui fera apparaître les divergences, le premier vote, j'ai l'intention de faire quelques propositions à la Commission de politique générale pour retrouver les convergences.

Ne vous faites pas de souci, il n'y aura pas de confusionnisme, ni avec ceux qui ne pensent pas comme nous, ni avec ceux qui, disant qu'ils pensent comme nous, agiraient autrement. (applaudissements).

Voilà pourquoi, mes chers Amis, et ce seront, Camarades, vraiment mes derniers mots, pour la dernière fois quelqu'un s'exprimera à une tribune politique en évoquant la seule, petite certes mais amicale, formation politique la seule qui ait accepté de disparaître dans l'ensemble politique que nous formons.

Vous aviez déjà vos tendances, elles se sont affirmées, épanouies, les militants de Vie nouvelle, d'Objectif 72, leur organisme ne disparaissent pas, ils sont là à titre individuel... des missionnaires... (rires)... nous, nous avons sacrifié, nous, nous avons rompu avec un passé qui nous était cher... Je n'en tire pas argument près de vous, simplement je devais cela à ceux qui, avec moi, ont depuis quelques années, cherché à vous retrouver. (Très vifs applaudissements).

Le Président - La parole est à Georges Sarre. (Vifs applaudissements).

Sarre Georges - Camarades, nous voici à l'heure de vérité ; après des années marquées par les hésitations du mouvement socialiste dans notre pays et son incapacité relative à résoudre les véritables problèmes de notre temps, nous pouvons redonner l'initiative au socialisme. Ce qui est aujourd'hui possible, ne le sera sans doute plus demain. C'est la responsabilité de ce Congrès d'en prendre conscience et d'en tirer les conséquences.

La société capitaliste est en crise, la contradiction s'accroît...

Le Président - Vous devez comprendre qu'il est difficile pour l'orateur de s'exprimer dans une salle aussi bruyante ; que ceux qui ont l'intention de ne pas regagner leur place, veuillent bien dans la minute quitter la salle, de sorte que ceux qui veulent entendre Sarre, et qui ont raison de le faire, puissent le faire dans le silence. (Vifs applaudissements).

Sarre Georges - Je vous remercie.

... les travailleurs restent des individus subordonnés, enchaînés par un travail déshumanisant, ils sont emprisonnés dans un système d'aliénation qui procède d'un système de consommation imposé par une habile mise en condition.

Boulot, métro, dodo, boulot, illustrent le nouveau mode de vie des hommes des grandes villes.

Pourtant, la profondeur des contradictions et des frustrations révélées en mai 1968 et la persistance de ce que l'on nomme pudiquement la morosité indiquent à l'évidence que la décomposition des structures de la société ne croit plus vraiment à ses valeurs et donc à sa survie.

Incapable de répondre aux aspirations des hommes et des femmes d'aujourd'hui, le capitalisme doit laisser la place rapidement. La France de l'argent et du tiercé s'essouffle.

Or, nous constatons que si le mouvement socialiste qui était en crise va mieux, ce que nous faisons aujourd'hui doit le conduire à une rapide guérison. La division avait engendré le découragement, la sclérose des méthodes et des analyses, la fuite des militants et des électeurs.

Aujourd'hui, il est temps de reconstruire un Parti socialiste puissant et de lui donner comme objectif immédiat d'être le moteur de la gauche de notre pays en proclamant sa volonté de rechercher un accord politique avec le Parti communiste français. (applaudissements). Sinon, faute d'offrir une issue claire et suffisamment rapprochée c'en serait fait des chances du socialisme et sans doute des valeurs auxquelles nous sommes attachés.

En effet, nous redoutons qu'une variété de fascismes programmés et anonymes succède bien vite à la situation précaire que nous connaissons. C'est pourquoi il faut mettre immédiatement le socialisme à l'ordre du jour. (applaudissements).

Pour ce faire, il faut un Parti de masse et un Parti de combat dont le fonctionnement préfigure la démocratie socialiste.

Un parti de masse, cela signifie une organisation qui cherche l'appui de la

majorité des salariés et particulièrement de ceux qui sont le plus exploités. La classe ouvrière demeure celle dont les intérêts sont les plus directement opposés au régime du capital ; elle se tournera vers notre Parti lorsque celui-ci aura signifié sans ambiguïté sa volonté d'en finir vraiment avec le capitalisme.

Mais cela signifie également que si la classe ouvrière demeure le fer de lance du combat socialiste, il ne faut pas négliger les couches nouvelles de salariés qui croissent rapidement dans les grandes villes et dont la qualification professionnelle rend bon nombre de ses membres particulièrement sensibles aux notions de responsabilité et de démocratie dans le travail.

Un Parti de masse, un parti de combat, donc, cela implique que nous ne nous contentions pas d'un Parti de notables, de courtisans, comme cela est souvent la règle depuis trop longtemps.

Il faut créer une organisation militante, dont les activités ne soient plus exclusivement électoralistes

Ce changement fondamental, ce retour aux sources est la condition nécessaire pour que notre Parti puisse prendre l'initiative d'exister par lui-même et de s'affirmer de façon autonome.

Lorsque nous constatons la faible place qu'a pu occuper ces derniers temps dans les luttes sociales l'ancien parti, nous n'expliquons pas cette absence par manque de moyens, mais bien par manque de volonté.

Cette volonté de combat s'affirmera pleinement lorsque la base de classe du Parti correspondra à l'état de développement de la société et à la situation des forces sociales en présence. C'est ce Parti de militants qui doit nous permettre de participer aux luttes sociales et de les animer, en particulier par l'intermédiaire des sections d'entreprise dont la tâche sera de proposer une perspective politique aux luttes concrètes des travailleurs. (applaudissements).

C'est ce Parti de militants qui doit nous permettre d'intervenir efficacement dans la lutte politique.

Le Parti doit prendre largement à sa charge les revendications concernant les équipements collectifs, l'habitat, la santé publique, etc.

Le Parti socialiste doit ressusciter des organisations d'usagers chaque fois qu'il n'en existe pas, les renforcer quand elles sont déjà créées. Il lui restera toujours et encore à mener des actions spécifiquement politiques comme la lutte contre la répression policière, la contestation de la politique économique et étrangère, la lutte contre l'impérialisme.

Et puisque certains signataires de la motion K, nos camarades de "Vie nouvelle", nous ont fait l'immense bonheur politique de venir nous dire que notre texte comportait essentiellement les choses qu'ils pensaient, et comme dans le même temps nous avons reconnu que notre motion initiale comportait quelques lacunes, nous nous sommes retrouvés sur un texte sans équivoque, de gauche, et c'est la meilleure réponse que nos camarades de "Vie Nouvelle" pouvaient faire à ceux qui, depuis 48 heures, n'ont jamais cessé de nous calomnier... (applaudissements).

... à la fois parce qu'il doit préfigurer au plus haut niveau sa cohésion, le

parti socialiste doit rechercher un fonctionnement démocratique.

L'information, pour être complète, doit provenir, non seulement de la majorité qui agit, mais aussi des divers courants qui se sont manifestés à travers les congrès. Ce droit d'expression doit être très large à l'intérieur du parti, et non limité à la préparation d'une assise nationale. Inversement, l'application exige la cohésion unanime de l'ensemble. Mais, en définitive, le fonctionnement du parti doit reposer sur un nombre élevé de militants.

Il importe qu'à aucun niveau les militants ne soient dessaisis de leurs pouvoirs de contrôle. Le parti rénové, au sens véritable du terme, sera le meilleur garant de l'unité et de sa réussite.

Nous devons donc, à partir de nous-mêmes, considérer ce que nous voulons faire, et avec quels partenaires. C'est le problème de l'unité.

Nous voulons l'unité, mais pas n'importe laquelle : une unité offensive, pour que ça change, et non pas une unité circonstancielle, fragile et timorée.

Ce que nous proposons, c'est une solution socialiste. Alors, nous devons parler clairement et demander à nos partenaires de prendre leurs responsabilités. Mais d'abord, exorcisons certains de nos vieux démons : l'alliance au centre et la méfiance pour ce qui se développe en dehors de nous.

En ce qui concerne les électeurs qui votent à notre droite et qui appartiennent aux classes intermédiaires, ébranlées et inquiètes, nous disons que le parti socialiste doit constituer un aimant, un pôle d'attraction ; si l'on veut gagner le marais, ce n'est pas en soutenant indirectement des organisations moribondes qu'on y parviendra. (applaudissements).

... Bien au contraire, on accélérera l'évolution de ces électeurs vers la gauche, en achevant le centrisme qui a fait son temps. (Applaudissements).

En ce qui concerne une autre catégorie de l'échiquier politique, c'est-à-dire le phénomène gauchiste, il nous faut analyser avec sérieux la croissance de son influence, particulièrement chez les jeunes. Il est clair que le développement des mouvements de cette nature est la conséquence directe de l'incapacité manifestée par les organisations de gauche à offrir des perspectives mobilisatrices et exaltantes. (applaudissements).

Dénier l'appartenance de la plupart de ces groupes, renvoyer dos à dos gauchistes et fascistes, nous paraît une attitude insoutenable. (applaudissements).

Mais, à l'inverse, c'est la fermeté dans nos principes révolutionnaires et démocratiques qui nous permettra de réduire cette perte d'énergie pour le courant socialiste.

Aussi, il reste à faire l'unité avec ceux qui peuvent la faire rapidement.

D'abord, l'unité des socialistes, de tous les socialistes. Nous pensons que sous peu nombre de camarades qui oeuvrent au sein du PSU nous rejoindront... (applaudissements).

... Nous devons tout faire pour hâter leur venue, et c'est pourquoi nous appuyons la proposition que Chevènement a faite hier.

Nous estimons surtout que tous les autres socialistes, syndicalistes,

responsables de mouvements populaires, inorganisés, doivent venir renforcer nos rangs pour former le grand parti qui ne sera vraiment constitué que lorsque la majorité d'entre eux s'y retrouveront.

Mais il ne faut pas non plus rêver. Nous savons que la transformation de notre société ne pourra se faire rapidement sans alliance avec les communistes. Il faut donc aborder ce problème avec réalisme et imagination. Nous estimons que le parti communiste constitue une contre société statique qui s'est installée et ne manifeste aucune impatience. Nous constatons que ce parti, qui compte de nombreux militants dévoués et sincères, est et demeure le plus proche de la classe ouvrière.

C'est à la lumière de ces constatations que nous devons envisager le dialogue avec nos partenaires communistes. C'est à nous, socialistes, qu'il importe de faire évoluer cette contre-société figée dans le refus, et, finalement, un certain conservatisme. C'est à nous socialiste qu'il importe que cette fraction importante de la classe ouvrière ne soit pas enfermée dans une impuissance où elle perd le meilleur d'elle-même.

C'est pourquoi nous préconisons l'ouverture immédiate sans aucun préalable, d'un dialogue en vue d'un accord politique avec le parti communiste français.

Nous ne disons pas que nous pouvons aboutir avec les communistes, mais nous disons qu'il est capital de savoir s'il est possible d'amener le parti communiste français à une alliance correcte et constructive avant 1973.

Nous avons une conception offensive du dialogue ; celui-ci doit être compréhensible pour l'opinion publique, qu'il s'agit de mobiliser. Puisque nous sommes certains de la force de nos positions sur la démocratie et l'organisation des relations internationales, nous n'avons rien à gagner en nous confiant dans des discussions doctrinales pour initier ou convaincre ; ce n'est que dans une discussion concrète que nous pourrons réinsérer les problèmes de fond sur lesquels nous ne pouvons transiger, en alternance du pouvoir : fonctionnement de la démocratie socialiste, indépendance nationale.

Par contre, à quoi sert de poursuivre un seul dialogue idéologique qui ne peut guère aller plus avant, puisque les divergences qu'il a fait apparaître tiennent pour l'essentiel à la différence de nature, à la spécificité irréductible, pour l'instant, des deux partis ? Ce qui nous amène à préciser notre position sur les garanties :

Ce n'est pas une déclaration formelle qui, en définitive, constituera l'ultime garantie ; c'est l'existence d'un parti socialiste fort, démocratique, traduisant les aspirations des masses, bénéficiant du soutien actif des travailleurs, qui est la garantie de la garantie. (applaudissements).

En réclamant l'ouverture immédiate du dialogue pour un contrat de gouvernement avec le PCF, nous avons conscience, non seulement de répondre à l'exigence de la situation politique présente, mais également de répondre à l'intérêt de notre parti. En reprenant l'initiative de l'unité, en se présentant comme partenaire loyal, mais exigeant, notre parti attirera à lui tous ceux que rebutent le parti communiste.

Alors que ce dernier, pour l'essentiel, a fait le plein de ses forces, nous ne

pouvons que nous renforcer en affirmant notre volonté d'être l'élément dynamique et socialiste de l'union de la gauche. C'est en ce sens que nous disons que ceux qui nous accusent d'être trop favorables à l'égard du parti communiste, sont dans une erreur totale. Nous ne voulons pas être la caution petite bourgeoise du parti communiste. Le Parti communiste, lui, souhaite un parti socialiste affaibli, électoraliste en diable, et ne veut pas que se développe à ses côtés une organisation qui le concurrence. Or, c'est ce que nous voulons, et c'est ce que nous ferons. (applaudissements).

Nous le ferons à condition de faire preuve de clarté dans nos choix politiques, de volonté dans l'application de notre politique, et de détermination dans notre action de tous les jours.

Sans un parti de classe, sans l'appui des masses, sans la volonté de vaincre, rien n'est possible.

Inversement, tout est possible si nous savons refaire notre parti. Tout est possible si nous savons manifester une inébranlable volonté socialiste dans le dialogue avec le P.C.F. Tout est possible si nous savons apporter au peuple français autre chose qu'une pauvre tisane de guimauve.

Camarades,

Notre responsabilité, dans les mois, les années à venir, est de réussir l'unité, d'offrir aux masses l'instrument politique sans lequel leur combativité est vouée à l'échec, et leur victoire passagère aussitôt changée en amère défaite.

Soyons dignes de cette responsabilité, si nous voulons réaliser ce vieux rêve qui reste dans le souvenir des travailleurs et qui revit dans l'âme de la jeunesse : réussir le Front Populaire.

(Applaudissements).

Le Président - La parole est à Guy Mollet

Mollet Guy - Mes Chers Camarades,

A ce moment du débat, beaucoup de choses déjà ont été dites, que je ne crois pas utile de répéter. Par ailleurs, un certain nombre de vérités premières ont été dites, que je ne crois pas à mon tour utile de reprendre. Par exemple : la condamnation du régime actuel en France est certainement unanime dans nos rangs. La seule différence qu'il puisse exister, c'est que l'un trouvera pour l'exprimer des accents plus éloquents que l'autre... Encore : la volonté de créer un parti fort, puissant, et à vocation majoritaire... C'est évidemment un bon thème. Mais imaginez, en effet, le sort que vous auriez réservé au malheureux, qui vous eût proposé comme objectif de bâtir un parti faible, impuissant et à vocation minoritaire ?... (rires et applaudissements).

Je vais donc limiter mon propos à ce qui, à mes yeux, est essentiellement le débat d'orientation.

Lorsque les uns et les autres, pas tous ensemble, et pas tous dans le même sens, mais tous, nous avons voulu une novation, qu'est-ce que cela voulait dire, s'il s'agit d'orientation ?

La novation, c'est clair dans d'autres domaines (structures, personnel,



etc.), mais en ce qui concerne l'orientation, cela a besoin d'être très précis. Est-ce directement - comme il apparaît à mon avis à l'audience de nos débats - est-ce directement et uniquement le problème des rapports avec le Parti communiste ?

Au risque d'étonner, au besoin de décevoir, je dois dire que pour un certain nombre d'entre nous, et en tous cas pour moi, ce n'est pas ainsi que cela a commencé. Cela débouche là-dessus, mais ça ne commence pas par cela.

L'essentiel de la question qui s'est posée à l'esprit des socialistes, peu à peu, c'est l'attitude du parti socialiste, quel qu'il soit, l'attitude du parti à l'égard du problème gouvernemental en régime capitaliste. C'est ça le problème de fond.

Avant la guerre 39/45, c'était simple et clair. Longtemps même ce fût presque une question de principe, avant de devenir une question d'appréciation. Les socialistes ne participaient pas à un gouvernement en régime bourgeois. A la Libération, et pas seulement en France - c'est un problème général - on a assisté à quelque chose d'aussi clair et d'aussi général : la participation gouvernementale était devenue une règle, très simple, l'action gouvernementale était un objectif normal.

Je ne vais pas expliquer, tenter de justifier, a fortiori encore moins condamner, ce qui a été fait à ce moment-là par les uns et par les autres. Je ne chercherai pas davantage à établir où furent les responsabilités. C'est un tout autre débat, c'est valable pour les historiens. Je constate simplement ; c'est un fait. Et j'ajoute que si ce n'est pas un phénomène particulier à la France, ce n'est pas non plus un phénomène particulier au Parti socialiste.

A ma connaissance - je peux me tromper, cela m'arrive souvent - je ne crois pas qu'il ait existé en France une formation politique de gauche ou un homme politique de gauche qui n'ait pas sacrifié à cette attitude. Tous ! Je dirai même pendant un moment, dans les lendemains immédiats de la Libération, ce fût vrai du Parti communiste lui-même. Les explications sont multiples, je n'y reviens pas. Je dis donc bien : tous.

Puis, peu à peu, pourtant, les uns après les autres, des hommes se sont posé la question : est-ce vraiment là l'attitude normale pour des socialistes ?

A l'intérieur de la formation politique à laquelle j'appartiens, la SFIO, c'est pour la première fois, en 1963, en notre 54ème Congrès, qu'il fut décidé de rompre avec cette habitude. Non pas pour des raisons de principe, ce n'est plus du tout la question, mais pour toutes sortes de raisons que je vais à l'instant indiquer.

Puis l'idée fit son chemin, pour aboutir au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, où la thèse adoptée s'est précisée, avec une rupture à peu près totale, future majoritaire, avec les habitudes anciennes.

Les socialistes, a-t-on dit, ne peuvent plus envisager de prendre part à une action gouvernementale si ce n'est pour y appliquer des réformes de caractère révolutionnaire, c'est-à-dire touchant à la structure même du régime capitaliste.

Comment en est-on venu à cette décision ? Oh ! Les voies étaient

différentes !

Pour les uns, qui avaient été mêlés à l'action antérieure, c'est essentiellement parce qu'ils tiraient les leçons de leur propre expérience et qu'ils avaient conscience que malgré les efforts consentis et les sacrifices faits ils n'avaient pas réussi à entamer les structures du système capitalistes.

Dans ce domaine encore, je m'interdis de juger, je ne m'associe pas non plus, bien sûr, aux tentatives de jugement qui sont proposées ça et là, je constate, simplement.

Pour les autres, plutôt, pour les uns et pour les autres, c'était parce qu'ils s'efforçaient de faire, jour après jour, une analyse sérieuse du capitalisme d'aujourd'hui. Mais Camarades, ce n'est pas de la théorie, c'est tout à fait du concret que d'essayer d'analyser le capitalisme d'aujourd'hui. Chacun sait combien il s'est profondément transformé, combien il est loin et plus puissant que celui que nous dénoncions dans notre jeunesse. Ayant mis à son profit les avantages du progrès technique, devenu, lui, supranational, monopolistique, bancaire, ah ! il n'est plus le capitalisme que Marx appelait "celui des entrepreneurs", c'est tout autre chose. Beaucoup mieux informé qu'hier, ayant à sa disposition maintenant l'usage de multiples clignotants - car lui aussi, il est moderne - il sait maintenant éviter ces grandes crises graves, mais cycliques, dont on parlait autrefois, que même beaucoup d'entre nous pensions effectivement inévitables et cycliques.

Tout en prétendant être attaché théoriquement aux principes du libéralisme classique, il s'en est éloigné énormément. Il se sert merveilleusement bien aujourd'hui des pouvoirs politiques et la propension est grande, l'habitude même est prise dans le capitalisme moderne d'étatiser les déficits, de collectiviser les charges d'investissement privé, tout en privatisant les profits, bien sûr.

L'évolution, dis-je, est nette. Mais, malheureusement pour le capitalisme, c'est-à-dire heureusement pour nous si nous savons le comprendre, il arrive à une phase où il ne peut empêcher la dégradation de la société qu'il contrôle. J'en ai quelques exemples et je serai bref là-dessus.

L'inflation, par exemple. Longtemps, il a affirmé la combattre. Puis il y a eu une période où, ne pouvant plus l'empêcher, il s'est efforcé de l'utiliser à son profit. Et voilà qu'il ne peut plus la contrôler. Et pas seulement le capitalisme français ! On a connu les phases de l'inflation galopante ; grâce aux clignotants, il l'évite. On a trouvé des formules correspondant à ce que, dans le langage anglais ou américain, on appelle la tactique du "stop and go". Je l'explique d'un mot. Pendant une période, on laisse aller l'inflation et, grâce à elle, on donne un bon coup d'accélération ; la production s'aménage, va mieux, la demande grandit, le chômage tombe. Puis, "stop" ; alors, on s'arrête. Un bon coup d'arrêt et c'est la récession, on stoppe la production, on stoppe la consommation, l'inflation est jugulée un instant. Mais le chômage reparait, et ainsi de suite.

C'était vrai, ce ne l'est plus. Voilà qu'aujourd'hui on connaît à la fois, à cause de ce que les techniciens appellent l'inflation rampante, inflation et chômage réunis. En France, la cadence avec laquelle notre ministre du

l'économie et des finances est obligé de passer du "stop" au "go" devient de plus en plus rapide.

Le capitalisme, dans d'autres domaines, avait jusqu'ici trouvé des remèdes à ses difficultés. Il reprenait sur l'homme en tant que consommateur ce qu'il avait dû abandonner à l'homme producteur grâce à ses luttes, au même d'ailleurs. Il exploite - et il continue à le faire - aux moindres frais, pour les tâches les plus pénibles, un sous-prolétariat souvent composé d'immigrés. Il concentre ses moyens de production à des fins économiques, sans les moindres préoccupations sociales. On assiste tous les jours au décalage accentué dans le pouvoir d'achat, au détriment des catégories qui ne sont pas ou ne sont plus immédiatement productives. On sacrifie les équipements collectifs.

Tout cela va bien pour le capitalisme. Mais voilà que ça change ! Ce qu'il n'avait pas prévu se produit. Il est encore capable de satisfaire les besoins matériels de ceux dont il exploite le travail, au besoin même de susciter des besoins nouveaux, mais il ne peut plus répondre au double mécontentement qui monte.

D'une part, celui de ceux qui, même si l'on satisfait leurs besoins matériels, formulent chaque jour plus clairement et plus volontiers des exigences de dignité, d'autonomie, de volonté de responsabilité collective, ce que nous, d'un mot encore insuffisamment précisé, nous appelons l'autogestion.

D'autre part, les victimes les plus exploitées protestent. Ceux qu'on écrase se révoltent et parfois sous des formes condamnables. Et le capitalisme n'y peut plus rien. Il ne peut pas répondre aux questions qui lui sont posées.

Alors il s'organise, il s'organise purement et simplement pour assurer sa survie par la répression, et c'est la marche au fascisme qui s'annonce, pas seulement en France.

La vérité - et cela me ramène à notre sujet - c'est qu'il n'y a plus de solution dans le cadre du capitalisme, même avec ses ordinateurs, ses technocrates, ses bureaucrates et ses policiers. Il ne peut donc plus s'agir pour des socialistes d'envisager la limitation de leur action à essayer d'atténuer les effets du capitalisme. Il faut vouloir mettre un terme au système lui-même, vouloir le remplacer. Oh ! non pas un beau matin ou un grand soir, mais grâce à un certain nombre de bonds spectaculaires, de bonds révolutionnaires, c'est-à-dire de réformes révolutionnaires, démocratiquement décidées, démocratiquement appliquées et dont il faudra chaque fois rendre compte au peuple démocratiquement consulté.

C'est là que se pose, et seulement là, le problème de nos alliances.

Si l'on accepte les prémisses de ma tentative de démonstration, il y a des conclusions immédiates :

1°) Refus d'envisager quelque action gouvernementale que ce soit avec des formations qui n'acceptent pas cette voie, cette marche au socialisme ;

2°) Étude des rapports possibles avec le parti communiste. Là, il faut s'expliquer.

Qui, en effet, peut penser qu'un gouvernement à direction ou à participation socialiste aurait les moindre chances de réussir à promouvoir

les réformes du caractère que j'ai dit, c'est-à-dire des réformes de structure mettant le système en cause s'il lui fallait le faire sans la participation, le soutien et, pire ! éventuellement avec l'opposition ou la surenchère d'une partie importante de la classe ouvrière ? Or, que cela plaise ou que cela ne plaise pas, il est encore une partie importante de la classe ouvrière sur laquelle le parti communiste a gardé son influence. Voilà comment, à nos yeux, le problème se pose.

Il est donc nécessaire, pour connaître la réponse à cette question, d'engager le dialogue avec le parti communiste. Dès 1963, dans la SFIO, nous l'avions commencé et à Issy-les-Moulineaux, avec le parti socialiste, ce fut mieux qu'une confirmation, l'accentuation de cette démarche sur laquelle, bien sûr, lors de ce congrès d'Issy, il ne faut pas tricher et prétendre que c'était unanime ; non ! nous savons bien que le problème était posé, que ce fut une position majoritaire, mais très largement majoritaire.

Ma conviction et celle de nos amis est que cette ouverture même est ce qui a constitué aux yeux de l'opinion, des jeunes en particulier, l'option essentielle du congrès d'Issy-les-Moulineaux.

Le problème de ce congrès quant à l'orientation, je le ramène à quelque chose de très simple. Il s'agit aujourd'hui de savoir si ce dialogue sera poursuivi ou non ; et si oui, pour aboutir à quoi ; et si oui encore, comment ?

Quelles sont les réponses proposées ? Beaucoup de textes soumis au vote des sections parlent bien d'union de la gauche et il y a dans ce domaine un progrès certain qui, j'en suis sûr, est souvent sincère. Beaucoup d'amis ont là-dessus évolué, personnellement d'abord, et sous la pression des militants de nos sections ensuite, qui peu à peu prennent confiance, ne sont pas encore convaincus d'aboutir - aucun de nous ne l'est - mais perçoivent mieux que jamais la nécessité de ce dialogue.

Alors, on parle partout d'union de la gauche, mais il faut bien dire - et j'en viens à une partie désagréable et difficile de mon exposé - que les textes qui ont été publiés dans nos sections sont souvent moins précis et moins chaleureux que ne l'ont été les déclarations. Il convient donc d'essayer d'y voir clair. Il n'est pas besoin pour cela de polémiquer ; il faut essayer seulement, en s'interdisant de tricher, de voir ce à quoi l'application de chacun des textes en présence nous conduirait.

Je suis sûr que ce n'est pas trahir la pensée des auteurs du texte R, c'est-à-dire le Nord et les Bouches-du-Rhône, que de constater - je me suis tenu au texte le plus près possible - qu'il propose des conditions, je prends à mon compte le mot "préalable" à toute forme de dialogue et qu'il renvoie la décision de reprise éventuelle de ce dialogue à un conseil national spécialement convoqué.

A mes yeux, c'est bien là remettre en cause les décisions d'Issy-les-Moulineaux.

Si l'on prend le texte L, qui a pour premier signataire M. Mermaz, l'appréciation est plus difficile. Si l'on se réfère à l'explication qu'en ont donnée Mermaz lui-même, puis Claude Estier, puis, dans une partie de son intervention, François Mitterrand - mais il est vrai que, si j'ai bien

compris, il a un texte différent de celui qui a été distribué dans les sections - si l'on se réfère à ces interventions dont nous avons applaudi des passages, il semblerait que l'espoir soit très grand de pouvoir faire ensemble et dire ensemble les mêmes choses.

Alors pourquoi faut-il - et est-ce que cela va être conservé - que l'on trouve dans le texte soumis au vote dans les sections, tel que nous l'avons eu dans nos sections du Pas-de-Calais, pourquoi, dis-je, faut-il que l'on trouve cette formule ? "Le congrès autorisera les instances nationales qu'il doit élire à examiner les voies et moyens des futures discussions."

Notre conception est autre, je le dis sans polémiquer. A nos yeux, c'est au congrès souverain, aujourd'hui même, qu'il appartient de dire l'orientation à suivre.

(Vifs applaudissements).

Ce sera d'ailleurs pour la suite une obligation, c'est vrai, mais aussi une arme dans les mains des militants élus dans nos organisations nationales.

Le texte M, soutenu par Poperen, attire de ma part, à titre personnel, fort peu de remarques. Le problème qui nous sépare m'est apparu être surtout celui du parallélisme que propose ce texte entre deux négociations : d'une part, celle sur l'accord politique, d'autre part celle sur le programme du gouvernement.

Je voudrais là m'arrêter d'un mot pour dire que j'ai eu l'impression, il y a un instant, à la fois dans l'intervention de François Mitterrand et dans celle de Sarre, curieusement, qu'il y avait un malentendu et il faut qu'on le lève, tous ensemble, sur ce que, l'un et l'autre, vous avez appelé, François Mitterrand, le dialogue idéologique et Sarre, je crois, le dialogue théorique. Jamais il n'a été question de cela dans notre esprit. Si vraiment il y avait quelqu'un dans cette salle qui pense qu'il faut attendre, selon une formule que Mauroy a utilisée, que les communistes soient devenus socialistes et que les socialistes soient devenus communistes, pour pouvoir faire quelque chose ensemble, alors il se passera encore de long mois et de longues années. Il n'est pas question de cela.

Il s'agit d'un dialogue sur les problèmes politiques. Tout à l'heure, je donnerai des précisions, mais il ne s'agit pas d'essayer d'être d'accord sur le tout, il s'agit de faire que, tout en gardant nos différences, tout en sachant que, pour un temps encore, l'unité ouvrière n'est pas mûre, tout en voulant qu'elle se fasse, nous avons parfaitement conscience qu'elle n'est pas pour un demain immédiat. Nous voulons pourtant savoir si, dans le respect mutuel, nous pouvons faire quelque chose ensemble qui ne mette pas en cause ce à quoi chacun tient le plus. C'est donc un dialogue non pas théorique ni idéologique, mais un dialogue sur un ou deux principes essentiels, sur lesquels nous ne pouvons pas transiger.

Alors nous croyons l'idée dangereuse de mener à la fois ces deux dialogues parallèlement, pour la raison simple qui nous apparaît tout de suite que le second, celui que l'on dit concret, aura très vite étouffé le premier. Je parle très clair, c'est parce que j'estime qu'il est relativement facile de faire un programme commun sur des problèmes immédiats sur le plan économique ou social - je dis "relativement facile" car il y a quand même

des problèmes de fond - mais que si l'on veut obtenir des engagements précis sur certains problèmes non pas théoriques, mais de principe, pour les garanties, c'est beaucoup plus difficile.

Et je le dis, le parti communiste ne demanderait pas mieux que de vouloir limiter le débat à ce qui serait strictement programmatique. Or nous croyons dangereux de vouloir mener les deux ensemble, mais cependant nous sommes convaincus qu'il y a à ces divergences entre ces deux textes des solutions possibles.

C'est la raison pour laquelle, dans le Pas-de-Calais, nous avons estimé qu'avec un peu d'efforts, l'accord serait facile, à tel point que l'immense majorité des camarades qui ont voté les textes M et O, qui est le nôtre, ont en même temps affirmé par leur vote leur volonté de synthèse au moins entre ces deux textes. (Applaudissements).

Curieusement peut-être, parce que nous n'avions pas de représentants, ni d'Objectif 72, ni des amis qui devaient s'associer au texte de Objectif 72, curieusement peut-être ce texte a cependant été débattu dans notre Congrès. Et ce texte calme. Et nous avons tous dit notre espoir, à la connaissance de ce texte, de voir les signataires de ce texte rejoindre la synthèse nécessaire à gauche.

En ce qui concerne les camarades qui défendent le texte P, celui du CERES, généralement désigné comme tel, je voudrais attirer leur attention sur un point essentiel :

Nous avons entendu plusieurs - je ne dis pas tous, mais plusieurs - de leurs porte-parole, protester contre l'affirmation selon laquelle ils auraient proposé de négocier un accord de Gouvernement avec le parti communiste, sans aucune garantie.

Pour avoir lu attentivement leur texte, je leur donne personnellement volontiers acte que l'accusation était parfaitement injustifiée.

(quelques applaudissements).

Mais, dès qu'ils précisent de quelle garantie il s'agit, nous constatons qu'ils évoquent exactement la même que nous : le fonctionnement régulier de la démocratie. Ils disent en effet, et en clair, que si un accord sur ce point se révélait impossible, il ne pourrait y avoir de gouvernement commun.

Mais qu'est-ce que nous disons donc d'autre ? Qu'est-ce que nous disons donc qui aboutisse à une conclusion différente, puisque nous proposons, nous, la recherche, d'abord, d'un accord politique sur ce point même, qui permettent immédiatement la recherche d'un Gouvernement de toute la gauche ?

La conclusion est la même.

J'en viens ainsi à ce texte O que je suis chargé de défendre au nom de la Fédération du Pas-de-Calais, ou plutôt de sa grande majorité.

Notre proposition tend à dire qu'il faut immédiatement, immédiatement reprendre le dialogue engagé, poser, et dans les tout premiers jours, ce problème essentiel du fonctionnement régulier de la démocratie, pour passer ensuite, dès qu'un accord est intervenu, et à condition que cet accord soit intervenu, à la discussion d'un programme de gouvernement de toute la Gauche.

Un contrat de gouvernement, en effet, ce n'est pas un accord isolé. C'est la conséquence d'un accord politique sur l'essentiel.

Je reviens un instant sur cette idée du fonctionnement régulier de la démocratie. C'est volontairement que j'ai utilisé cette formule car j'estime que c'est plus qu'une erreur de vocabulaire que de parler d'alternance. Mes camarades, je ne crois pas qu'il puisse être un Socialiste, quel que soit le courant de pensée dont on se réclame aujourd'hui, qui estime qu'il doit y avoir alternance, c'est-à-dire qu'obligatoirement cela va être le va-et-vient. Ce n'est dans l'esprit de personne, j'en suis sûr. N'utilisons donc pas des mots qui permettraient de le faire croire, ou de le laisser croire?

Ce qu'il faut dire - et la formulation, alors, quand on est d'accord sur l'idée, on la trouve toujours -, ce qui doit exister, ce à quoi nous tenons, ce à quoi nous subordonnons notre accord définitif, c'est qu'il doit y avoir toujours possibilité de désaveu par les citoyens démocratiquement consultés, si le gouvernement avait cessé de mériter le soutien populaire parce qu'il ne lui aurait pas été fidèle.

(Applaudissements)

Il convient donc, mes Camarades, que les partenaires communistes sachent, et au-delà d'eux l'opinion publique, que nous ne voulons pas aller au pouvoir pour le pouvoir ; que nous ne voulons pas aller au pouvoir pour le garder ensuite par tous les moyens, mais pour y faire triompher des réformes telles que les Français se reconnaissent dans cette politique et ce gouvernement, et que démocratiquement consultés ils aient envie de lui maintenir leur confiance.

(Applaudissements).

Il convient aussi - et j'en viens là, j'en ai conscience, à ce qui est le plus difficile - que nos partenaires et les travailleurs sachent que si l'on ne trouve pas d'accord sur ce qui est pour nous essentiel, ce qu'un camarade définissait heureusement comme "la garantie des garanties", alors nous ne saurions aller ensemble au gouvernement, et qu'en conséquence nous nous refuserions à toute action gouvernementale.

Est-ce à dire qu'alors tout s'arrêterait ? Ce serait une déception, certes, mais nous proposons que dans cette hypothèse, et je souhaite de toutes mes forces qu'elle soit erronée, nous poursuivions la stratégie des ripostes communes. Alors nous poursuivrions de manière permanente le même dialogue ; il n'aurait pas à être pour cela ni arrêté, ni suspendu, le rendant chaque jour plus public, jusqu'à ce que les travailleurs en général, et les militants du Parti Communiste en particulier, finissent par être convaincus de la justesse de nos points de vue.

(Applaudissements).

Troisièmement, dans ce dialogue ainsi poursuivi, nous essaierions de définir des initiatives communes, législatives et autres. Là je voudrais dissiper un malentendu, et j'espère que ce n'est qu'un malentendu.

Quand on parle d'initiatives législatives, il ne faut pas ramener cela à des initiatives strictement et uniquement parlementaires. L'initiative législative, si nous voulons la faire ensemble, nous pouvons lui donner dans le pays un support populaire, un soutien populaire impressionnant.

Je dis que si nous agissons ainsi, eh bien nous créerons un climat qui, pour des lendemains à venir, fera prendre corps à l'idée même de l'Union de la Gauche, même avec la réserve et la condition unique que nous y mettons.

Tel est, Camarades, le sens de notre proposition.

Je vous demande à tous de penser à l'espoir qui est né de la naissance de cette option d'Issy-les-Moulineaux.

Je ne vais pas à mon tour lancer un appel aux chrétiens, à ces chrétiens qui..., à ces chrétiens que... etc.

Je veux seulement constater, je me suis efforcé de me limiter à des constats - que chaque jour ils sont plus nombreux à prendre leur place dans les combats de la Gauche, et qu'il s'agit là d'un événement d'une portée considérable en France. (Applaudissements).

Je suis sensible aux applaudissements, Camarades, mais il faut bien dire que c'est une novation pour un certain nombre d'entre nous. Alors ceux-là, et ceux qui sont susceptibles de venir encore, ne les décevons pas.

Donc, dans l'immédiat, soyons le plus nombreux possible à la Commission des Résolutions à chercher à faire un accord sur un texte d'orientation commun, autant que possible, à tous ceux qui sont partisans en clair de poursuivre le dialogue. Faisons cet effort ensemble, cet après-midi ; c'est à mes yeux possible. Seule condition : qu'il n'y ait pas de confusion, et qu'il ne s'agisse pas d'un texte qui permettrait de remettre en cause, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, l'orientation qu'aujourd'hui vous devez préciser et confirmer.

Mes Camarades, sans grandes phrases je voudrais essayer de vous faire partager ma conviction. Ce serait trop grave pour l'essor du Socialisme en France.

(Applaudissements).

Le Président - La parole est à Robert Buron, dernier orateur inscrit dans ce débat d'orientation.

Buron Robert - Mes chers Camarades, je dois sans doute à ma qualité de représentant des nouveaux venus, ou plutôt, comme l'a fort bien dit François Mitterrand, de missionnaire, l'honneur que m'a fait le Comité d'organisation de parler le dernier dans ce débat. Je m'efforcerai de le clore, si je suis incapable de le conclure. Mais cela, ce sera la tâche de la Commission des Résolutions aujourd'hui.

Le plus ancien des nouveaux, comme l'a dit le Nouvel Observateur, parle sur la motion K, la motion des missionnaires qui restent en mission.

Je parle sur cette motion, telle qu'elle a été rédigée, sensible aux appels qui nous ont été lancés ici et là, et à ce qu'a dit Guy Mollet tout à l'heure, mais pour une raison simple, c'est qu'à partir du moment où nous avons voté la proportionnelle, et sur les votes indicatifs, à propos des motions, il me paraît impossible de changer la motion qui a été défendue plus ou moins nettement, mais en tous cas présentée partout, dans tous les départements, car comment sans cela interpréter la volonté de ceux qui nous ont envoyés et qui ne sont pas ici ?



(Applaudissements).

Pour la clarté, je parle sur la petite motion minoritaire, notre motion K, dont d'ailleurs ceux qui l'ont lue - et il y en a quelques uns - ont remarqué la fraîcheur de la pensée et la naïveté du style. Mais nous ne sommes que des nouveaux venus, nous ferons nos progrès !

(Applaudissements).

Elle a un mérite, cette motion K : elle exprime clairement, je le crois, l'état d'esprit de la majorité des nouveaux venus, de ceux qui l'ont contresignée, et de beaucoup d'autres aussi, le mien en tous cas.

Nous avons choisi l'option socialiste parce que comme l'ont fort bien dit - et sur ce point j'ai constaté une totale unanimité - François Mitterrand et Guy Mollet, depuis une dizaine ou une quinzaine d'années le capitalisme a suffisamment évolué pour que ses défauts et ses contradictions, de ce capitalisme qui n'a plus rien de libéral, apparaissent de telle sorte que nous comprenions qu'il n'apporte aucune solution à la société postindustrielle que nous allons vivre, à la société scientifique que nous vivrons demain.

(Applaudissements).

A mesure qu'augmente le niveau de vie, s'accroît l'inégalité des revenus. Les défavorisés, ceux qui sont hors des normes, les vieux, les handicapés physiques et psychiques, créés par la société industrielle et les conditions de vie moderne, les agriculteurs, les artisans ruraux, les petits commerçants victimes de la géographie, ne sont plus sur la bande moyenne, cette bande moyenne dont les statisticiens mesurent le progrès, et qui avance d'autant plus vite qu'il y a moins de Français dessus.

(Applaudissements).

Ce capitalisme en effet se révèle inapte à résoudre les vrais problèmes : le problème du logement ; c'est clair, seule la couche de la population qui représente environ 10 % permet de faire de bonnes affaires à ceux qui leur construisent des logements ; les 90 autres pour cent ne correspondent pas à la rentabilité. Ils n'ont donc pas d'espoir dans le régime capitaliste, et si nous voulons les loger, nous devons choisir le régime socialiste.

(Applaudissements).

Moins de solutions encore au niveau du style de vie, car la société industrielle, et spécialement celle de type capitaliste, multiplie les pollutions et les nuisances que créent les industries privées à la recherche de la rentabilité, si bien que Chaban-Delmas rivalise avec Nixon sur la formule bien connue : il faut favoriser les industries privées qui créent des nuisances, et pour les compenser, il faut favoriser les industries privées qui combattront les nuisances !

(Applaudissements).

Les premières réalisent leur profit aux dépens du consommateur, mais courage, Camarades ! Les secondes le réaliseront aux dépens du contribuable ! (Applaudissements).

Le problème de la formation des jeunes, qui voudraient bien qu'on les prépare à la vie de demain, ou d'après-demain, et pas à celle d'avant d'hier. Et lorsqu'on parle de formation technique, il ne s'agit pas seulement de les rendre aptes à servir un système qui les exploite, mais il

s'agit au contraire de leur donner cette culture qui leur permettra de dominer la société, quel que soit demain, en s'épanouissant à l'intérieur de celle-ci, en commun avec leurs camarades.

Mais surtout ce capitalisme est condamné, et plusieurs l'ont dénoncé, mais je veux y appuyer un peu plus sensiblement, parce que dans sa forme concentrationnaire, dans sa forme dominatrice, il allie une double hypocrisie : il prêche le nationalisme au gouvernement, un nationalisme dont les excès créent les tensions et les dangers de guerre, cependant que ses dirigeants, à ce capitalisme, se sont depuis longtemps repliés sur le plan multinational, s'en allant de tel pays qui les menace, poussant tel pays qui les aide ; nationalisme pour les pauvres peuples dirigés par les gouvernements mis en place par le capitalisme, multinationalisme profitable pour les dirigeants de ce capitalisme qui nous manipulent à travers le nationalisme qu'ils ne veulent plus pratiquer !

(Applaudissements).

Pour lutter contre la domination de l'intérêt privé, nous sommes prêts à militer dans vos rangs, nombreux, afin d'établir avec vous cette société fondée sur la priorité de l'intérêt général, compris comme celui du plus grand nombre, et celui surtout des générations futures.

Mais alors le problème, toutes les motions l'ont dit, est celui du passage au Socialisme. Ah ! Que d'excellents paragraphes j'ai lus dans ces différentes motions ! Et comme tout cela permettrait de faire un nouveau livre, le 41ème ou le 42ème pour les trois années passées, y compris le mien, qui ont été consacrés à ce que devrait être le Socialisme !

Mais peut-être, pour que nous puissions réaliser ce modèle socialiste, humain, dont nous rêvons, faudrait-il remplir au moins deux conditions : la première, vous vous y êtes largement étendus ce matin et hier, c'est qu'il faut être au pouvoir, et la prise du pouvoir, à l'évidence, exige un accord nécessaire avec le Parti Communiste. Qui en doute ? Personne ! C'est clair, et cela a été fait dit pour chacun des orateurs.

A vrai dire, je me demande si les nuances, pour importantes qu'elles soient, qui séparent dans ce Congrès les maximalistes, partisans de la négociation d'un programme de gouvernement sans préalable, et les minimalistes, qui voudraient limiter l'entente au plan électoral, peuvent à elles seules suffire à qualifier ce Congrès.

Il faut négocier, et quand on négocie, on ne négocie pas seulement pour soi, on négocie avec l'autre.

Ce que nous voulons - chacun à sa manière, et souvent très personnelle, l'a dit ce matin -, c'est négocier pour que le pouvoir vienne à la Gauche et que la France puisse passer au Socialisme.

(Applaudissements).

Si je suis d'accord pour l'entente avec le Parti Communiste, nécessaire pour la victoire de la Gauche et la prise du pouvoir, - et après tout il me semble l'avoir déjà dit moi-même le 14 mars dernier, au Palais des Sports, entre Mitterrand et Savary d'une part, et Georges Marchais de l'autre -, il faut d'abord que nous soyons, à l'issue de ce Congrès, sûrs de nous.

Ce qui m'a inquiété, je le dis, dans plusieurs des interventions d'hier et de

ce matin, c'est un sentiment que ma formation chrétienne devrait me faire bien connaître, un mélange de complexe d'infériorité et de relatif masochisme.

(Applaudissements).

Camarades, soyons des hommes libres ! Pas de masochisme ! Soyons Socialistes en sachant ce que nous voulons, en choisissant les objectifs qui nous sont essentiels, et discutons avec les camarades communistes à partir de nos objectifs. Ils auront les leurs.

Ce qui serait grave, c'est de négocier en pensant que nous lâcherons l'essentiel pour nous. Ce qui serait grave, c'est de ne pas négocier de peur d'être obligés de lâcher l'essentiel. (Applaudissements).

Mais alors pour négocier, l'essentiel je vais vous dire ce que c'est : l'essentiel, et c'est pourquoi je défends la motion et bien entendu nous travaillerons à la synthèse de tout notre cœur si nous y sommes cet après-midi... c'est de rajeunir nos préoccupations et de moderniser notre style.

François Mitterrand l'a fort bien dit ce matin : il faut d'abord que nous soyons entendus par les jeunes. Les jeunes sont séduits - et pas les jeunes seulement, puisqu'on a parlé du courant chrétien - les jeunes chrétiens en particulier sont très sensibles à l'attraction des gauchistes ; je condamne les leaders gauchistes, qui choisissent la violence de sang froid, en sachant qu'ils vont à l'échec, mais en voulant faire un ressort de leur échec, mais nous devons comprendre ces jeunes qui déçus, désespérés souvent, se réfugient dans la violence qu'on leur propose, parce qu'ils n'ont rien trouvé d'attirant... (vifs applaudissements) dans ce que nous leur proposons, mettant l'accent sur la dépolitisation des luttes sociales.

Je sais que pour les syndicalistes, c'est un grave problème. Mais en réalité, il y a nécessairement accord entre ce que l'on appelle (François Mitterrand me pardonne...) les revendications qualitatives, et notre conception d'une transformation de la société par la prise du pouvoir. Et cela les jeunes le comprennent. C'est en prenant le pouvoir, mais en faisant triompher les revendications qualitatives, qu'ensemble nous réussissons le vrai passage au socialisme !

Il faut mettre l'accent, beaucoup plus que nous ne l'avons fait, sur l'aspect international de notre action. Ce n'est pas une question d'article 2 des statuts... c'est une question de regarder par delà nos frontières, de multiplier les contacts, au plan politique comme au plan syndicaliste, de discuter avec nos communistes avec les leurs, et laissez-moi vous dire qu'on a quelquefois plus de satisfaction dans une discussion avec les communistes italiens, qu'avec certains de nos excellents camarades français ! (Applaudissements).

Il faut mettre l'accent sur l'intégration du tiers monde, dont l'avenir pèsera lourd sur notre destin dans 20 ou 30 ans... Il dépend de nous, aujourd'hui, si nous voulons faire la politique de solidarité qui s'impose, et elle ne peut être que socialiste, de faire qu'ils soient intégrés dans le monde moderne, et qu'avec nous ils permettent le monde libre et socialiste que nous souhaitons tous !

Et les jeunes, parce qu'ils ont du cœur - les anciens aussi, mais ils ont des

cicatrices - les jeunes sont encore frais.. et demandent qu'on mette l'accent sur le cas des défavorisés de la nature, et sur les défavorisés de la société, sur toutes ses victimes, et aussi sur ceux, travailleurs immigrés, pour lesquels je me bats depuis des années, non pas par choix antinational, mais parce que ce sont des frères de travail comme nous le sommes tous et parce qu'ils sont en train de devenir les esclaves d'une société qui, ayant des esclaves, doit être condamnée !

Pour terminer, je voudrais souligner des nécessités concrètes immédiates : ce pouvoir que nous revendiquons, il ne nous sera donné, de toute façon, quelle que soit la séduction de notre programme, que si nous offrons tout de suite quelques mesures très simples et très claires, que l'opinion comprendra comme nécessaires pour assurer le passage au socialisme, à travers les difficultés d'un gouvernement de droite qui occupe la position et désire la garder.

Il nous faudrait clairement souligner, et je regrette que les autres motions, y compris la nôtre, ne l'aient pas assez fait, qu'il ne suffit pas de passer au socialisme, il faut faire comprendre ce que cela veut dire et d'abord, depuis dix ans au moins, le capitalisme habile, a posé dans la politique française, des verrous. Si nous ne faisons pas sauter d'abord ces verrous, nous ne passerons jamais au socialisme ! (Applaudissements).

J'en citerai quelques uns rapidement : la citadelle politico-affairiste-technocratique... (rires)... je répète : la citadelle du politico-affairisme-technocratique... qui est située rue de Rivoli. On a rassemblé tous les pouvoirs au sein du Ministère des Finances socialiste, il faudrait d'abord qu'il démantèle la maison avant de pouvoir donner un ordre utile ! (Applaudissements).

Dans tous les pays modernes, la Direction du Budget est depuis longtemps retirée au Ministère des Finances, car la Direction du Budget, c'est un service de contrainte. La direction du budget doit être mise à la disposition directe du chef de gouvernement ou alors, qu'on ne nous parle pas de chef de gouvernement ; on dit Chaban-Delmas... regardons plutôt du côté de Valéry ! Le budget, c'est le Premier Ministre !

Le crédit... doit aller au Plan, ou alors on ne croit pas au Plan... ce qui est bien évidemment le cas aujourd'hui.

Le pourrais multiplier les exemples. Un autre :

Nous n'arriverons pas à gouverner, nous n'arriverons pas à faire le passage au socialisme en utilisant la vieille structure napoléonienne qui a disparu dans tous les pays du monde, qui n'existe qu'en France, où dans les Évêchés reconvertis en 1904, derrière les grilles avec de belles décorations, attendent les motards casqués que M. Le Préfet sorte donner ses ordres au pays !

Le système des Préfets n'existe plus nulle part, sauf un peu en Italie ; le style napoléonien des Préfets a disparu depuis longtemps... Comment voulez-vous qu'il y ait démocratie et socialisme lorsque ce centralisme total préfectoral est mis en place ?... (Applaudissements).

Et d'ailleurs, on leur fait confiance ! Nous avons lu dans la presse le texte du dernier projet de loi. Vous avez accepté qu'on distribue les motions

votées par Objectif 72 avant hier sur ce sujet.

Une des trois grandes libertés, pour tous les démocrates, c'est la liberté d'association. A partir de dorénavant, - nous ne sommes plus en 1901, nous remontons à la Restauration - ce seront les Préfets qui examineront si l'objet de l'Association est suffisamment conformes aux vues du gouvernement pour que, librement, on l'autorise à se constituer !

(Applaudissements).

Non, à une certaine conception du Ministère des Finances ! Non, non pas aux Préfets qui sont des hommes charmants... et si changeants... (rires)... mais non à la citadelle, et non aux hommes chargés du centralisme dans nos régions !

Enfin, il faut remettre très vite, et nous devons le dire dans nos campagnes, en place les contrôles que la IVème République avait elle-même déjà secrétés.

Il faut que le Plan devienne, redevienne, ce qu'on nous avait promis qu'il serait et qui a été oublié dès que cela a été dit, l'ardente obligation que les socialistes avaient voulu qu'il fut lorsqu'en 1945, 1946, avaient soutenu Jean Monnet et une certaine conception du plan pour diriger les activités nationales dans le cadre de l'intérêt général.

Il faut que la maîtrise des sols, comme le disait Defferre, soit assurée à la collectivité et la spéculation foncière combattue, nous disons que c'est cela notre programme dès le démarrage ; il faut enfin que les entreprises nationales, dont on se vante dans le capitalisme, auxquelles on a réussi à inoculer le venin capitaliste au point qu'elles ne pensent plus elles-mêmes qu'à la rentabilité, se rappellent que nous les avons créées celles qui le furent et que nous créerons celles qui le seront, pour être des services publics et non pas pour faire le soutien ou le contre figure d'opérations des entreprises privées.

Mes chers Camarades, j'ai été trop long. Aujourd'hui, se forge au cours de ce Congrès l'unité socialiste, élément nécessaire d'une victoire possible de la gauche en France et dans les pays voisins par là même.

Demain, nous préciserons la doctrine, c'est une tâche constamment renouvelée, demain nous affinerons nos statuts en consultant la base, peut-être un peu plus que nous n'avons pu le faire faute de temps... (applaudissements)... puisque vendredi, pour la première fois, si je suis bien informé, une discussion sur les statuts n'a pas été précédée d'un débat général.

Ce qui compte aujourd'hui, c'est ce qu'ont dit les principaux orateurs ce matin et sur ce point leur unité m'a frappé. C'est d'abord qu'à la fin de cette réunion, nous ayons déclenché la dynamique de l'unité qui nous entraînera nous mêmes hors de nous mêmes.

Chers Camarades, je ne suis pas candidat au Comité directeur... le rôle de missionnaire n'est pas celui d'organisateur et pour l'instant je souhaite rester un missionnaire, espérant que la récolte sera fructueuse ! (applaudissements).

Cela me donne en tout cas une force particulière, je ne suis pas dans le jeu - et quand je dis "je", il n'y a pas critique, c'est nécessaire, il y a des

hommes nombreux à animer et à mettre en forme de telle sorte que leur action soit efficace - pour affirmer ma confiance dans le travail que nous entreprenons en commun.

Cette confiance, je me donne mission de la faire partager à ceux qui n'étaient pas encore décidés avant-hier à se joindre à nos efforts et qu'il faudra que nous rattrapions, fut-ce par la peau du cou... mais démocratiquement !. (applaudissements)... demain ou après.

Ce Congrès est celui de l'espoir. Nous ne réussissons que si nous inspirons confiance par notre entente amicale, par notre dynamique et permettez de le dire au socialiste peut-être le plus nouveau, mais le plus gai de tous, par la joie que nous avons d'être ensemble pour le seul combat qui vaille. Grâce à vous, Camarades, demain la politique retrouvera tout son sens.

(Très vifs applaudissements).

Le Président - Chers Camarades, l'intervention de Robert Buron étant terminée, je prononce la clôture du débat d'orientation, et je vais maintenant vous donner les indications pour la suite du débat, au nom du Comité d'organisation du Congrès

Nous avons, avant la fin de cette séance, à procéder à deux séries de votes :

D'une part, sur les textes, avec les listes de candidats au Comité directeur annexées à chacun des textes ;

d'autre part, nous avons à procéder à l'élection de deux organes nationaux : Commission nationale des Conflits, et Commission de contrôle.

Vous savez que nous avons décidé, lors de l'adoption des statuts, que chaque motion soumise au vote du Congrès, à l'issue du débat d'orientation, devait être liée aux noms des camarades candidats au Comité directeur proposés par chacun des courants de pensée s'exprimant dans les différentes motions soumises au vote du Congrès.

C'est dire que nous allons avoir à voter, dans un premier temps, sur les textes qui vous sont proposés, mais que le vote du Congrès emportera désignation des membres du Comité directeur à la proportionnelle.

Il faut cependant que chaque délégué, au moment d'exprimer son vote, ait connaissance des noms des candidats présentés par chacun des courants de pensée.

Pour des raisons matérielles, et parce que les candidatures ont été déposées avec quelque retard, nous ne sommes pas, dans l'immédiat, en mesure de distribuer à chacune des Fédérations une liste de candidats annexée aux différentes motions.

Comme cependant l'heure avance, nous avons déjà du retard sur notre programme, et que par ailleurs il convient de terminer la séance de cet après-midi à une heure convenable pour que ceux qui viennent de loin puissent reprendre leur train ou leur voiture pour rentrer chez eux, nous ne pouvons suspendre cette séance avant que soient terminées les opérations électorales que je viens d'énumérer.

Si vous voulez bien suivre la procédure qui vous est proposée, nous pouvons cependant nous en tirer assez vite. A la fin de ces opérations de

vote nous interrompons rapidement, pas très longtemps, nos travaux, de sorte qu'on puisse en terminer dans la seconde moitié de l'après-midi. Comme nous ne sommes pas, je le répète, en mesure de vous distribuer la liste des candidats présentés par chacun des courants de pensée, je vous proposerai de vous donner lentement lecture de ces différentes listes de candidats. Je sais bien que ce n'est pas très commode, mais si nous procédons autrement, si nous attendons le tirage, nous en avons pour une heure. Mieux vaut, je pense, perdre un quart d'heure à donner les noms. Nous allons commencer la lecture des candidatures. Nous la prenons naturellement dans l'ordre alphabétique choisi pour l'identification des motions dans la brochure... (Il est donné la liste des candidatures pour lesquelles un tirage n'a pas encore été fait)...

Le Président - Il va de soi qu'il ne peut y avoir ni rature ni panachage, que vous n'avez d'ailleurs pas à vous exprimer sur ces listes, c'est le vote porté sur les motions d'orientation qui entraînera l'élection des candidats pris en nombre proportionnel sur la liste de candidats annexée à chacune des motions. Vous n'avez donc pas à voter sur les noms mais simplement à faire connaître, lorsque l'appel sera fait à la tribune, la répartition des votes de chaque Fédération sur les différentes motions en présence.

Je signale que la motion L, c'est-à-dire la motion Mermaz-Pontillon, est également en distribution maintenant.

Maintenant, toutes les listes sont ronéotées, et à votre disposition.

Je vous demande de regagner vos places ; nous allons commencer l'appel à la tribune des Fédérations départementales.

Nous appellerons à la tribune chacune des motions, dans l'ordre alphabétique, de J à R. Un délégué de chaque Fédération répondra par le nombre de voix affectées à chacune de ces motions, tandis que le micro baladeur se déplacera de rangée en rangée.

Le scrutin est ouvert.

.... (Il est procédé à l'appel des Fédérations)...

Le Président - Mes chers Camarades, voici les résultats qui viennent de m'être communiqués par le bureau de vote que nous avons élu.

|                                  |        |
|----------------------------------|--------|
| Total des Voix.....              | 90.719 |
| N'ont pas pris part au vote..... | 63     |
| Abstentions.....                 | 258    |

Ont obtenu :

|                                 |          |
|---------------------------------|----------|
| La motion J, Vincent.....       | 146 voix |
| Motion K, Objectif 72.....      | 542      |
| Motion L, Mermaz.....           | 14.375   |
| Motion M, Poperen.....          | 10.850   |
| Motion O, Savary.....           | 30.394   |
| Motion P, CERES.....            | 7.775    |
| Motion R, Nord-Bouches-du-Rhône | 25.915   |

Tels sont les chiffres communiqués officiellement par le bureau de vote,

qui donnent, d'après le calcul fait par les membres du Bureau et du Comité d'organisation ici présent, la répartition suivante pour la Commission de politique générale, ou si vous préférez la Commission des Résolutions, qui comporte 45 membres :

Motion Mermaz..... 7 sièges.

Motion M, Poperen..... 5 sièges.

Motion O, Savary.....15 sièges.

Motion P, CERES..... 4 sièges.

Motion R, Nord-Bouches-du-Rhône 13 sièges.

Les résultats du vote concernant le Comité directeur ne seront proclamés que tout à l'heure, après que le Bureau de vote aura terminé ses calculs, car il en est maintenant à la répartition des restes, selon la règle que nous nous étions fixée.

Je vais donc dans quelques instants suspendre la séance, après vous avoir indiqué qu'il faut que siège immédiatement la Commission de politique générale, et que pour cela doivent se réunir les différents courants exprimés par les motions, pour répartir les sièges dont je viens d'indiquer les chiffres.

La reprise des travaux est fixée à 17 heures 30. La séance débutera par le vote pour l'élection des membres de la Commission des conflits et de la Commission de contrôle.

La séance est suspendue.

La séance est reprise sous la présidence de TADDEI, assisté d'ORSET (Drôme), de FICHAUT (Loir-et-Cher) et Sylvette PIQUEMAL (Ariège).

Le Président - Les opérations de vote ce matin n'ont pas été achevées. Pour les détails d'organisation de ces deux derniers votes, la parole est au camarade Angot.

Angot Lucien - Il reste à élire la Commission Nationale des Conflits et la Commission nationale de contrôle. Nous allons demander aux Membres de la Commission du Bureau de vote de vouloir bien se rassembler au fond de la salle. Les Secrétaires fédéraux voudront bien exercer leur vote à raison d'un vote par Fédération pour chacune des Commissions.

Le Président - Camarades, je vous prie de prendre place, les débats qui vont s'ouvrir sont suffisamment importants pour que vous écoutiez en faisant silence.

La Commission de politique générale propose à l'assentiment du Congrès à l'unanimité, la motion B, sur la formation politique des militants. (Applaudissements).

S'il n'y a pas d'observation, je mets immédiatement aux voix.

Pour ?.....

Avis contraires ? Abstentions ?

La motion est adoptée à l'unanimité.



DANS LA SALLE - Unité ! Unité ! Unité !  
(Applaudissements et protestations).

Le Président - Camarades, vous extérioriserez après, la moindre des choses est que vous "attendiez d'abord les explications des différents Rapporteurs de la Commission de politique générale.

La parole est tout d'abord à Claude Estier, pour un appel du Congrès d'Unité socialiste.

(Applaudissements et protestations).

DANS LA SALLE - Unité ! Unité !

Le Président - Silence ! Je tiens à vous avertir que devant le pays qui nous observe... (protestations diverses)..... si à cette heure-ci il y a des manifestations intempestives, je suspendrai la séance tant qu'il faudra mais les débats se dérouleront dans le calme ! (Applaudissements).

La parole est à Claude Estier.

Estier Claude - Camarades, et particulièrement ceux qui crient "Unité", je vais répondre à vos vœux puisque j'ai le grand honneur de rapporter devant vous le texte d'un appel qui est en quelque sorte un préambule et qui a été adopté à l'unanimité par la Commission des Résolutions. Voici ce texte :

"Le Congrès de l'unité des socialistes, réuni à Épinay-sur-Seine, les 11,12 et 13 juin 1971, est l'aboutissement d'un effort de plusieurs années pour rassembler dans un seul parti tous ceux qui se réclament en France de la démocratie socialiste. Il n'est cependant qu'une étape. La nouvelle organisation doit maintenant acquérir une dimension à la mesure des espérances des travailleurs en leur offrant la possibilité de leur engagement politique pour être les artisans de leur propre libération.

"Le Parti Socialiste constate que le capitalisme, en dépit des progrès de la science et de la technologie, est incapable de réduire la peine des hommes, il multiplie au contraire les formes d'exploitation et d'oppression. La classe ouvrière prend de plus en plus conscience qu'elle ne se libérera que par une rupture totale avec ce système exploiteur qui ne peut lui-même maintenir sa domination que par un recours de plus en plus fréquent à la répression. Le capitalisme est installé dans l'État, il en contrôle l'Administration, c'est là qu'il doit être attaqué.

"C'est pourquoi le Parti socialiste revendique le Pouvoir pour réaliser les réformes fondamentales qui permettront d'entreprendre la construction d'une société socialiste. Cet objectif ne peut être atteint que par l'Union de toute la gauche et d'abord des organisations qui expriment les aspirations des travailleurs. De cette union, le Parti socialiste sera l'ardent animateur, décidé à être présent sur tous les terrains de lutte. Il appelle à le rejoindre celles et ceux qui hésitent encore à s'engager afin de donner au socialisme l'instrument de sa victoire. (Applaudissements).

Le Président - Je mets aux voix l'appel que Claude Estier vient de vous lire.

Que ceux qui sont pour veuillent bien lever la main avec le mandat rouge ?

.....

Avis contraires ? Abstentions ?

L'appel est adopté à l'unanimité. (Applaudissements).

La Commission de politique générale a dégagé 2 motions. Pour rapporter la première de ces deux motions, la parole est à François Mitterrand.

François MITTERRAND - Mes chers Camarades, j'ai 2 déclarations à vous faire :

- la première consistera dans la lecture sans commentaire du texte que je rapporte ;

- la seconde, j'essaierai de l'exprimer le plus clairement possible.

Lecture du texte :

"En fonction des analyses contenues en particulier dans les motions K, P et L, sur l'état et l'évolution de la Société française et les relations internationales, au-delà des différences d'appréciation qui se sont manifestées au cours du Congrès, il est clair qu'une majorité existe dans le Parti pour mener à bien la rénovation de l'action politique en France pour exclure toute stratégie de 3ème Force.

"Une question fondamentale doit encore être tranchée par le Congrès : celle qui concerne le contenu de l'unité et, dans le cadre de l'union de toute la gauche, les rapports avec le Parti communiste.

"Le contenu de l'unité est une question décisive. L'idée dont il faut partir c'est qu'on ne mettra pas en place un Gouvernement de gauche durable et a fortiori la construction socialiste en partant d'en haut, c'est-à-dire en se contentant d'utiliser dans un sens socialiste l'appareil d'État même renforcé. L'illusion aujourd'hui est de croire qu'il soit possible à la Gauche d'occuper le..... (MANQUE UNE PAGE)

"L'accord sera conclu lorsque le Parti jugera que les communistes auront manifesté dans leur pratique politique autant que par les réponses qu'ils donneront aux questions posées, une détermination à tenir leur engagement égale à la sienne.

Il est évident que les communistes devront s'engager dans cet accord à apporter des réponses claires et publiques aux questions concernant la souveraineté nationale et les libertés démocratiques et notamment à se soumettre à la volonté du peuple telle que l'exprime le suffrage universel."

Deuxième déclaration, hors texte : il y a deux textes, il semble que certains s'en plaignent. L'autre vous sera connu dans un moment.

Si l'autre rapporteur et ceux qui seraient amenés à contresigner son texte acceptent nos propositions, c'est-à-dire rendent claires les leurs, nous sommes pour l'unité.

Pourquoi cela ne s'est-il pas décidé à la commission de politique générale ?... Étant entendu qu'un certain nombre de nos camarades - je ne peux pas vous raconter les détails de cette affaire - ont décidé, lorsque ces

propositions ont été faites par moi-même de réfléchir sur leur décision et de se réunir à la fin de la commission des résolutions pour trancher ce problème en conscience.

Pourquoi n'avons-nous pas décidé cela en commission des résolutions ? C'est parce que - il faut le dire très clairement - moi-même, puisque je suis le rapporteur de ce texte que j'ai proposé, sur la base des motions que j'ai indiquées, notamment la motion du CERES et aussi celle de Vie Nouvelle et celle de Mermaz-Pontillon, nous n'avons pas la même conception, en-dehors même de ce qui est écrit noir sur blanc sur un texte, nous n'avons pas les mêmes conceptions sur les méthodes de direction et de gestion du parti. Pourquoi ne pas le dire ? Mais nous estimons qu'il appartient au congrès, lui, de décider de l'unité et, sur la base de ce que je viens de dire, nous y sommes prêts.

(Vifs applaudissements).

Le Président - Pour la deuxième motion, la parole est à Alain Savary. (Applaudissements).

Camarades, il est sain que vous exprimiez vos sentiments, mais je voudrais éviter que vous transformiez ce congrès en un vulgaire jeu radiophonique à l'applaudimètre.

La parole est à Alain Savary.

Alain SAVARY - Camarades, si vous le permettez, je vais d'abord vous donner lecture du texte que nous proposons à vos suffrages. Le voici :

"L'axe de la stratégie du parti socialiste est l'union de la gauche. Parce qu'il est un adversaire résolu du pouvoir actuel, il rejette toute forme de compromis avec lui ; parce qu'il se prononce pour une transformation profonde de la société, il rejette toute forme d'alliance avec les forces qui appliquent une stratégie centriste, récusent la nécessaire entente entre toute la gauche et refusent en conséquence de participer à son combat commun.

"Cette stratégie a pour objectif de permettre à toute la gauche d'être la solution de rechange au pouvoir actuel, en créant les conditions d'un accord politique garantissant la durée à un gouvernement appuyé par toutes les forces de gauche.

"Le parti socialiste recherche en conséquence la discussion avec toutes les organisations politiques qui, aspirant à un changement de pouvoir et à des transformations réelles de la société française, l'envisagent dans le cadre d'une possible union entre les forces de gauche.

"Les socialistes veulent convaincre les organisations dites gauchistes que le verbalisme révolutionnaire et l'agitation provocante ne contribuent pas au développement de chances d'un pouvoir nouveau en France. Le parti socialiste, qui se refuse à user de l'excommunication à leur égard, est prêt à débattre de ces questions avec elles sans renoncer pour autant à la controverse démocratique sur le plan des idées.

"A la veille du congrès national du PSU, le parti socialiste exprime le vœu que ce parti affirme sa volonté de s'associer au combat commun de toute la gauche dans les conditions qu'il souhaite discuter avec lui.

"Il maintient à l'égard du parti radical et de tous les autres républicains de progrès l'offre d'une collaboration, sous la condition que soient écartés d'une part, toute stratégie centriste ou d'alliance avec la majorité et, d'autre part toute option qui, sur le plan national ou local serait incompatible avec l'idéal socialiste.

"Il se prononce pour la signature, dans les meilleurs délais, d'un contrat d'action avec le parti radical, contrat dont la portée reste à discuter et à préciser.

"Le dialogue avec le parti communiste doit être poursuivi à partir du premier bilan publié le 22 décembre 1970. Il a pour but, par un approfondissement supplémentaire du débat, de créer les garanties nécessaires pour l'ouverture de la discussion d'un programme de gouvernement. Il permettra également, par la confrontation publique des idées, d'aider aux changements indispensables dans la gauche française, pour mettre ses méthodes, son action et parfois ses principes à l'heure de notre temps.

"Mais ce dialogue doit s'accompagner d'actions décidées et menées en commun contre le pouvoir et pour la transformation de la société.

"Toutes les forces opposées au régime et à la société qu'il représente doivent être constamment associées dans les ripostes aux décisions du pouvoir.

"D'autre part, Socialistes et Communistes, avec d'autres lorsqu'ils l'accepteront, prendront des initiatives législatives identiques sur les problèmes qui présentent actuellement le plus d'importance pour les classes populaires et la jeunesse, et interviendront ensemble dans le pays pour populariser ces initiatives.

"Ripostes communes et initiatives législatives seront autant d'expériences entre la conception socialiste de l'union de la Gauche et celle qu'en ont les communistes.

"Elles montreront à l'opinion la sincérité et la volonté des uns et des autres d'unir la Gauche. Elles apporteront dans tout le pays les éléments d'un débat démocratique sur les questions concrètes qui, nationalement ou localement, préoccupent les Français.

"L'avancement du dialogue permet dès maintenant d'aborder l'examen des garanties. La réponse aux questions qu'elles posent conditionne la réalisation d'un accord de Gouvernement.

"Un Congrès extraordinaire appréciera si les réponses apportées permettent de passer à la phase pragmatique de la discussion du contrat. Dans cet esprit, le Parti socialiste précise les points sur lesquels il est, selon lui, indispensable d'aboutir à une clarification avec le Parti communiste permettant de s'engager sur cette voie, celle d'un programme de Gouvernement de toute la gauche, crédible pour l'opinion et assuré de durer, principe de politique internationale assurant l'indépendance de l'action de la gauche française, fonctionnement démocratique des institutions.

"En tout état de cause, la recherche de l'Union de la Gauche ne doit pas empêcher le Parti de développer son action dans le pays. Bien au

contraire, en agissant de façon dynamique, en regroupant des forces de plus en plus importantes, en convaincant d'adhérer au socialisme un nombre de plus en plus grand de travailleurs, c'est la gauche tout entière que le Parti socialiste renforcera et rendra plus efficace, créant ainsi les conditions véritables d'une prise démocratique du Pouvoir.

Dans les prochains mois, une assise nationale sera convoquée pour statuer sur le programme élaboré par le Parti. Un grand effort de diffusion sera fait dans tout le pays pour populariser les solutions socialistes aux problèmes de notre temps."

Voici, Camarades, le texte que nous soumettons à vos suffrages.

Il est très long. Vous y retrouverez la plupart des idées exprimées dans ce qu'on appelle la motion M et la motion O.

J'aurais souhaité que le Président de la Commission des résolutions fasse, non pas le rapport sur le détail de ce qui s'est passé, mais insiste sur le fait que nous avons innové dans la pratique, et cela est normal puisque nous sommes un parti nouveau et, en ce qui nous concerne, nous nous sommes opposés à une thèse que certains de nos Camarades ont développée suivant laquelle le Congrès se serait prononcé ce matin en votant les motions par le vote indicatif.

Nous avons considéré que le propre terme de "vote indicatif" signifiait que c'était au Congrès souverain, dans la séance que nous tenons, d'exercer son droit, par rapport aux propositions qui lui seraient faites. (Applaudissements).

La Commission des résolutions s'est prononcée à une large majorité pour cette thèse et je crois que cela est important, sans quoi, Camarades, la séance que nous tenons n'aurait pas d'objet ; vous auriez, ce matin, désigné une direction, voté de façon indicative sur un certain nombre de textes et, finalement, on connaîtrait le risque d'avoir une direction désignée sans qu'un effort soit fait, non pas pour de fausses synthèses, mais pour une ligne qui soit la loi du Parti.

(Applaudissements).

En Commission des résolutions, nous avons proposé qu'à ce stade un effort de rapprochement soit fait de la part de tous ceux qui s'affirmaient de façon claire pour la recherche de l'union de la Gauche et qui ne cherchaient pas à la précipiter pour la rendre illusoire.

Cette proposition a été retenue par les Camarades de la motion M, mais on nous a dit, d'autre part, qu'il y avait en fait 3 attitudes, 3 modes de pensée et qu'il était, semble-t-il, normal qu'ils se retrouvent à l'issue de cette séance.

Pour nous, Camarades, le point important est qu'il y ait une loi pour le Parti qui soit claire et qui ne donne pas lieu à des difficultés d'interprétation de la part des organisations de direction que vous avez désignés ce matin.

Et, Camarades, nous ne jouons pas la politique du pire ! (Vifs applaudissements).

Nous dissociions ce problème de l'orientation du Parti, qui sera la loi de quelle direction que vous désignerez, de celui des méthodes de gestion et

de direction du parti sur lequel le Congrès a déjà pris position de façon souveraine.

Et je voudrais en finir maintenant sur ce qui apparaît comme des différences entre les textes qui vous ont été proposés.

On nous a parlé, je m'excuse si je n'ai pas saisi la répétition de ces termes dans la motion qui a été rapportée par François Mitterrand, des termes imprécis d'un débat idéologique. Comme si nous étions ceux qui s'abritent derrière la recherche des nuages pour ne pas aller au problème tel qu'il se pose !

Camarades, je vous demande de vous reporter, si vous ne l'avez fait, au premier bilan, au bilan intermédiaire que nous avons publié avec le Parti communiste, à la suite des débats que nous avons eus avec lui. Et je vous demande si, lorsque nous discutons, lorsque nous avons discuté, lorsque nous avons précisé, souvent de façon convergente, le pluralisme des partis, l'exercice du suffrage universel, le droit de contestation des syndicats et le droit au pluralisme syndical, jusque et y compris en régime socialiste, lorsque ensemble nous avons dit que nous condamnions tout recours à la force en politique internationale, ou toute menace de recours à la force pour infléchir le cours d'une politique, s'il s'agit là d'un débat idéologique ou bien si, au contraire, nous n'avons pas touché au cœur des problèmes qui inquiètent les Français et qui inquiètent le prochain.

(applaudissements).

Non, Camarades, nous ne sommes pas des théologiens. Et ce problème des droits du suffrage universel, si l'on peut maintenant de façon publique l'aborder sans complexe d'infériorité, mais au contraire avec la supériorité de nos convictions, face au Parti communiste, c'est bien parce que, du débat que nous avons mené avec lui, est apparue une divergence qu'il faudra bien résoudre, et dans notre sens.

(applaudissements).

Camarades, en ce domaine, nous considérons que le problème de la recherche de l'union de la gauche doit être traité en profondeur et avec sérieux, et qu'il n'y a pas de passage plus court dans cette recherche, et si vous me permettez une expression un peu vulgaire, dans les rapports avec le Parti communiste, ça n'est pas un jeu de saute-mouton... (quelques applaudissements)...

Camarades, en Commission des résolutions, je le répète, nous avons proposé qu'il soit possible de rechercher ce qui regroupait ceux qui sont véritablement d'accord entre eux, face à ce problème important. Et ce n'est pas pour traiter, dans le secret d'une salle, de ce qui est du domaine public, car nous savons bien, les uns et les autres, qu'il y a, en fait, des divergences, pour reprendre ce mot, réelles et profondes, entre nous.

Et lorsqu'on parle d'engager immédiatement le débat pour le programme de gouvernement, avec le parti communiste, je reconnais que cela est dans la logique, par exemple, de la position du CERES...

J'ai le souvenir, et vous me pardonnerez d'évoquer des faits datant du Parti socialiste, qu'il est arrivé que dans nos assises, par exemple la Fédération des Bouches-du-Rhône demande l'ouverture immédiate du débat sur le

programme, et je ne crois pas qu'on me contredira si je dis que c'était avec la conviction qu'on ne parviendrait pas à un accord.... si je me suis trompé, alors, Gaston Defferre, ouvrons ensemble cette négociation...

Le Président - Avec l'autorisation de l'orateur, Gaston Defferre a la parole.

Defferre Gaston - Camarades, au point où nous en sommes arrivés du Congrès, les choses prennent une tournure importante, et je peux dire, grave. Savary vient de se tourner vers la Fédération des Bouches-du-Rhône et rappelait une proposition que j'ai formulée. Eh bien, je t'en fais une maintenant, Savary : le texte que tu viens de lire, et le texte qu'a rapporté tout à l'heure Mitterrand, sont très proches l'un de l'autre. Je propose au Congrès de l'unité de se prononcer à l'unanimité sur un texte fusionné, sur lequel vous vous mettez d'accord.  
(applaudissements).

Le Président - Camarades, laissez Alain Savary poursuivre, je vous prie.

Savary Alain - Camarades, je crois que les choses sont maintenant parfaitement claires. S'il est possible qu'il y ait unanimité, de Gaston Defferre au CERES, sur ce problème, alors, les uns et les autres, ou bien ont complètement changé d'avis - je ne dis pas lesquels -, ou alors tout ce qu'ils nous ont dit depuis des années se trouve aujourd'hui, dans une sorte de "baiser Lamourette", absolument oublié.  
(applaudissements).

Camarades, je voudrais dire avec gravité que nous ne recherchons pas les clivages pour l'amour des clivages, qu'il ne s'agit pas là d'un combat pour la direction du parti, mais il faudrait qu'il soit clair que ceux qui auront à appliquer un texte le feront dans le même esprit.

Et là encore, je pose la question de ce que cacherait cette unanimité par rapport au problème qui est évoqué.

Camarades, je ne voudrais pas prolonger ce débat, mais je voudrais dire que pour nous, en agissant comme nous le faisons, nous avons le sentiment d'être dans la continuité du renouveau, et nous pensons que la vraie rénovation passe en effet dans la conjonction entre le dire et le faire. Mais si on le dit, il faut être capable de le faire et vouloir le faire.

(applaudissements).

Camarades, si à l'issue de cette soirée il y a des dupes, eh bien, pour une fois, nous pourrions dire que nous n'en serons pas !

(applaudissements).

Camarades, dans cette affaire, nous n'avons pas joué. Nous n'avons pas joué avec le Parti, nous n'avons pas joué avec le problème de l'union de la gauche, nous n'avons pas joué avec le socialisme. Et, je le répète, dans ce problème, il n'y a aucune ambition de quelque nature quelle soit, sinon celle de servir le Parti, de servir le socialisme, et cela, ça n'est que dans la clarté, et non pas dans de fausses alliances, que nous pouvons le faire,

encore maintenant, avec ceux qui pensent comme nous et qui veulent, non seulement que le Parti de demain puisse agir, mais qu'il ait - on a beaucoup parlé d'images - qu'il ait l'image d'un parti qui ne ruse pas, qui est clair, volontaire, qui n'éluide pas les difficultés, les affronte en face, et traite ce qui est sérieux avec sérieux.  
(applaudissements).

Le Président - Je suis saisi d'une demande d'amendement de Roger Quilliot.

Quilliot Roger - Camarades, nous sommes à un moment tout à fait décisif de notre Congrès, et je comprends l'émotion des uns et des autres à l'idée que nous pourrions nous séparer sur des équivoques ou des ambiguïtés. J'ai eu la tâche, difficile, de présider la Commission des résolutions. Je voudrais, en quelques mots, et avant de vous lire mon amendement, vous dire ce qui m'en est apparu, sans chercher, bien entendu, à rien rendre difficile, au contraire.

Il est vrai que des camarades, par exemple du Nord, ont dit un moment donné : "Eh bien, oui, la direction choisie par le Congrès n'est pas exactement celle que nous avons défendue. Mais, puisque cette direction est visiblement majoritaire, il est normal, il est souhaitable pour la santé de ce Parti, que nous allions dans le sens de la plus grande unité. Nous avons dit ce que nous avons à dire ; maintenant nous estimons que la majorité s'est exprimée."

D'autres ont proposé leurs points de vue. Vous les avez entendus, vous avez constaté, comme je l'ai fait moi-même, que les divergences n'étaient pas très profondes entre ceux qui effectivement avaient choisi, comme on dit, une stratégie à peu près commune. Il y a, certes, quelques divergences de méthodes ; je ne pense pas sérieusement qu'elles soient insurmontables au point où nous en sommes arrivés.

C'est pourquoi, au nom de ma Fédération, tout au moins en mon nom propre, constatant la parenté de ces deux textes, je demanderai au Congrès de l'unité d'inviter à la fusion des propositions rapportées par François Mitterrand et Alain Savary, afin de permettre l'unanimité.

Je ne dis pas, et je le répète, ce ne sera pas de la confusion, certains n'ont pas caché... il y a eu des votes indicatifs, on sait quelles sont les préoccupations des uns et des autres, on sait quelles sont les limites que s'étaient données les uns et les autres, mais maintenant, s'il y a une voie de choisie, pourquoi n'admettrait-on pas que tous puissent se rallier à une direction commune, à une voie qui aurait été décidée en commun, puisque c'est le sentiment très profond du Congrès ?

Voilà le sens de mon intervention et de ma proposition. Ce n'est pas de la confusion, puisque ces deux textes sont très proches, mais puisqu'on nous demande d'aller vers l'unité avec les autres, peut-être pourrions nous commencer par la faire entre nous ?

Le Président - En fonction de l'article 10 du règlement intérieur du



Congrès que vous avez adopté, les rapporteurs sont seuls qualifiés pour répondre à l'auteur de l'amendement ; il va de soi qu'ils disposent chacun de cinq minutes s'ils le désirent. A ma droite, à ma gauche, si j'ose dire ?

Mauroy Pierre - Nous l'avons dit en commission, nous nous associons à ce que vient de dire Quilliot.

Mitterrand François - Chers camarades, je ne désirais pas monter à la tribune puisque je comptais vous dire seulement deux mots : telle est la proposition que j'ai faite tout à l'heure, je la maintiens, et je me rallie à l'amendement. (applaudissements).

Savary Alain - Camarades, je crois avoir répondu à l'avance à cette proposition de bons offices qui ne me surprend pas de l'aimable et bon camarade Roger Quilliot. Mais encore une fois nous avons dit en entrant dans cette salle, et nous l'avons dit avant, qu'il fallait sortir avec des positions claires et je prétends que les conditions dans lesquelles cette unanimité serait acquise sont de nature à jeter la plus parfaite confusion dans les esprits.  
(protestations et applaudissements).

Le Président - Camarades, du calme ! Camarades, je vous demande, j'ai besoin de calme et je vous demande votre aide, car vous conviendrez que la présidence de ce soir n'est pas tellement une tâche facile.

La difficulté devant laquelle nous sommes à cet instant présent est la suivante : Roger Quilliot m'a fait part d'une demande d'amendement, si je comprends bien, ce n'est pas exactement une demande d'amendement, puisque cela ne vient pas amender au sens strict du terme l'un des deux textes, mais cela pose un problème nouveau, c'est en quelque sorte une troisième motion, peut-être un renvoi à une Commission restreinte des résolutions qui se réunirait à nouveau ?

Je demande donc, Camarades, devant les réponses qui étaient, évidemment, contradictoires, des deux rapporteurs, à Roger Quilliot de faire une proposition concrète d'organisation.

Mettez vous à ma place, je ne peux pas faire autrement. Je lui demande soit de remettre un texte, soit de retirer son amendement, soit de procéder quelque chose du point de vue procédure. Je suis bien obligé de lui demander maintenant une proposition, que voulez-vous que je fasse d'autre ?

Quilliot Roger - Il y a deux solutions : ou bien, cette proposition pouvait être acceptée, il suffisait de quelques Camarades et puisque j'avais commencé, j'étais encore prêt à présider jusqu'au bout, si je puis dire, jusqu'à la lie, ou bien cette proposition n'est pas recevable dans la mesure où l'un des deux interlocuteurs éventuels ne le juge pas souhaitable ou ne le juge pas possible, et je ne sais pas si j'ai bien compris la réponse d'Alain Savary... (protestations)... je m'excuse, Camarades, je crois avoir compris qu'il ne le croyait ni souhaitable, ni possible.

Si cela l'est, je répète nous pouvons reprendre et je pense que cela pourrait être rapide, le travail. Si cela ne l'est pas, évidemment, les rédacteurs de chaque motion sont seuls juges, je ne puis pas trancher en la circonstance.

Le Président - Camarades, cela revient évidemment à retirer l'amendement, l'un des deux rapporteurs ayant refusé cette possibilité. Je suis saisi d'un deuxième amendement proposé par notre camarade Poperen à la motion d'Alain Savary.

Poperen Jean - Je serai très bref : dans le texte d'Alain Savary, je préfère parce qu'il me semble que cela correspond mieux à notre démarche commune, plutôt que "contrat d'action" avec le Parti radical", "accord d'action commune".

Sous cette forme, je crois que le texte tel qu'il est correspond, pour ceux qui avaient soutenu le texte M à un pas en avant, un compromis naturellement qui, au regard des 12 % qui se sont portés sur le texte M, nous paraît valable car, en fait, ce qui est acquis et qui, à nos yeux, est fort important c'est que le dialogue va entrer dans sa phase concrète avec le Parti communiste sur le problème précis des garanties et c'est cela que nous avons retenu par dessus tout. A partir de là, nous disons que ce qui reste à faire au Congrès, en présence de la situation créée par le vote malheureux d'hier, c'est de donner, et il suffit d'assez peu de chose, au regard des chiffres, une majorité politique au Parti. C'est possible par le regroupement des suffrages de ceux qui avaient soutenu le texte M, de ceux qui avaient soutenu le texte O et de ceux qui ne veulent pas d'une éventuelle majorité de blocage, (applaudissements) car, finalement, je vous le dis avec quelque gravité et inquiétude...

DANS LA SALLE - Amendement ! Amendement !

Poperen Jean - ... nous risquons d'empêcher ce Parti d'être gouverné, c'est-à-dire d'appliquer la politique qu'une majorité en réalité voudrait. Je vous demande de bloquer vos suffrages sur le texte qu'a proposé Alain Savary en notre nom commun. (Applaudissements).

Le Président - L'un des deux rapporteurs souhaite-t-il répondre ?

Savary Alain - J'avais précisé que le contrat d'action avec le Parti radical, est un contrat dont la portée reste à discuter et à préciser. Le Congrès sait, de par la motion qui lui a été distribuée, qu'il y a eu, entre le Parti socialiste et le Parti radical, une discussion approfondie entre le plan d'action et le manifeste. Les délégués socialistes étaient pour une fois tous courants confondus et unis, et nous sommes parvenus à un texte qui aurait été rendu public sans quelques ultimes réserves du Parti radical. Il n'était pas possible d'en discuter dans les assises du Parti à la veille du Congrès de l'Unité, étant donné que c'est à notre Congrès et à ses assises ultérieures de l'apprécier.

C'est dans cet esprit que je me rallie à l'amendement proposé par Jean Poperen. (Applaudissements).

Le Président - Par conséquent, l'amendement est intégré au texte proposé par Alain Savary.

VINCENT - Je demande la parole ?

Le Président - Je suis saisi d'une 3ème proposition d'amendement, mais il faudrait que, là comme ailleurs, nous évitions l'inflation. Je ne pourrais donc accepter d'amendements que s'ils sont rédigés. C'est la sagesse même pour la bonne marche de nos travaux.

VINCENT - Je propose que la réponse à l'amendement Quilliot soit donnée par le Congrès, c'est-à-dire que ce ne soit pas le rapporteur de la 1ère motion ni le rapporteur de la seconde motion qui parlent en notre nom à tous, mais que ce soit l'ensemble des responsables des délégués du Congrès qui donnent leur réponse.  
(Applaudissements et protestations).

Le Président - Camarades, ce n'est pas un amendement dans la mesure où cela n'amende incontestablement pas un texte. Je suis désolé, mais c'est ainsi.

DANS LA SALLE - Aux voix !

Le Président - Vincent, tu permets un instant ! Je préside en toute démocratie, tu auras l'occasion de t'en apercevoir bien que ce soit difficile. Je crois tout de même qu'il faut que nous évitions d'aller inventer des arguties de procédure.

Sommes-nous, Camarades, je vous le demande, en présence de quelque chose qui amende l'un des 2 textes et, si oui, je demanderai alors à Vincent lequel des deux textes est ainsi amendé !

Je pose la question parce que la signification du terme "amendement" est claire, même pour le non juriste que je suis.

VINCENT - Puisqu'on joue sur les mots... (protestations)..

Le Président - J'ai une motion d'ordre, elle est de droit, Camarades, et je donne la parole à Bène.

Bène - Mes chers Camarades, je pense en effet que notre Camarade Vincent s'est trompé. Il ne s'agit pas d'un amendement, mais d'une motion d'ordre et personnellement j'appuie cette motion et je demande qu'elle soit mise aux voix.

UN DÉLÈGUE - Je propose que la demande de Vincent se transforme en

motion d'ordre. (Applaudissements).

Bène - Je précise que l'amendement Quilliot qui a été présenté devrait être transformé en motion d'ordre et, d'autre part, on nous fait une proposition bien simple, celle d'une nouvelle réunion de la Commission... (protestations), mais que nous soyons d'accord ou pas, je demande que cette proposition, qui est une motion d'ordre, soit mise aux voix, c'est tout.

DANS LA SALLE - Tu habites Paris, toi !

Le Président - Camarades, il y a visiblement 2 problèmes, il y a celui de la motion d'ordre et il y a celui de sa recevabilité. Je ne trahirai pas un secret en disant que le Bureau, dont certains membres seraient peut-être favorables s'il était recevable, reconnaissant eux-mêmes qu'il ne l'est pas. Je proclame donc l'irrecevabilité de la motion d'ordre. (Applaudissements).

En l'absence de nouvel amendement, nous allons donc passer au vote, mais je serais surpris que le vote par mandat ne soit pas demandé !

Nous allons voter par mandat entre les deux textes proposés par nos Camarades Mitterrand et Savary.

Camarades, je vous demande de faire silence, et je pense que vous réalisez tous l'importance de l'affaire. Je crois que la simplicité vaut, sans culte de la personnalité, d'un côté comme de l'autre, qu'on vote Mitterrand ou Savary.

Camarades, je vous demande de faire un peu de silence, on ne commencera pas tant que vous ne serez pas assis.

Pour la clarté du vote, je vous propose deux détails de procédure : vous allez voter en annonçant d'abord toujours la motion Mitterrand, ensuite la motion Savary, de façon qu'il n'y ait pas d'erreurs dans le comptage. En second lieu, je n'ai aucun mal à comprendre qu'un certain nombre de Fédérations aient quelques problèmes pour voter. Dans ce cas, à l'appel de leur nom si elles ne sont pas prêtes, on leur laissera quelques instants pour réfléchir et elles feront connaître leur décision au contre appel.

(Le scrutin est ouvert. Il est procédé à l'appel des fédérations. A l'appel de son nom, le porte-parole de l'Aisne indique le vote de sa fédération, puis ajoute qu'il laisse à son camarade Bord le soin d'annoncer que ces voix vont sur le CERES).

Le Président - Bord, je te laisse dire une phrase, car Garel a parlé en une seule phrase. Je t'en donne une.

Bord - Mis en cause, j'estime que, dans ce congrès d'unité, il serait incroyable que les camarades de fédérations et, entre autres, un candidat du comité directeur élu, viennent aujourd'hui reprocher à des camarades d'avoir essayé de prendre des positions d'unité. Qui a proposé des positions d'unité ? Ce sont quand même les délégations du Nord et des Bouches-du-Rhône !

Le Président - Là, j'ai été en quelque sorte pris de vitesse et je ne pouvais pas faire autrement, mais il va de soi qu'il serait parfaitement anormal que la moindre explication de vote soit fournie désormais.

Nous sommes bien d'accord ?.. Bon !

(le déroulement du scrutin se poursuit, puis il est procédé au contre-appel).

Le Président - Camarades, je proclame la clôture du scrutin.

Le Président - Voici les résultats du vote :

Nombre de mandats : 90.719

Ont obtenu :

- Texte Mitterrand : 43.926 voix

- Texte Savary : 41.757

(applaudissements)

- Ne prennent pas part au vote : 83 voix

- Abstentions : 3.925

- Absents : 1.028

La motion Mitterrand obtient la majorité des voix.

Nous allons passer maintenant à la proclamation des résultats de l'élection au Comité directeur.

La parole est à notre camarade Angot.

Angot Lucien - Camarades, vous avez eu connaissance, à l'issue de la séance de ce matin, si l'on peut dire, du résultat des votes pour les motions qui vous ont été soumises.

Les cinq listes ayant obtenu plus de 5% des suffrages exprimés totalisent 89.309 voix.

Pour 81 membres à élire, le quotient est de 1.102.

Ce qui donne, élus au quotient :

LISTE "L" - MERMAZ : 13

LISTE "M" - POPEREN : 9

LISTE "O" - SAVARY : 27

LISTE "P" - CERES - VIE NOUVELLE : 7

LISTE "R" - NORD-BOUCHES DU RHÔNE : 23

Au total 79.

Il restait donc à attribuer deux sièges à la plus forte moyenne. La plus forte moyenne était, pour les différentes listes :

Liste "L" : 1.026

Liste "M" : 1.085

Liste "O" : 1.085

Liste "P" : 971

Liste "R" : 1079

Sont donc élus à la plus forte moyenne :

- Un camarade pour la motion "O",
  - Un camarade pour la motion "M".
- Sont donc élu au total :
- Pour la motion "L" : 13 camarades,
  - Pour la motion "M" : 10 camarades,
  - Pour la motion "O" : 28 camarades,
  - Pour la motion "P" : 7 camarades,
  - Et pour la motion "R" : 23 camarades.

Ces camarades sont les suivants :

MOTION "L" - MERMAZ-PONTILLON :

Louis Mermaz, François Mitterrand, Robert Pontillon, Claude Estier, André Labarrière, Georges Dayan, Georges Fillieux, Pierre Joxe, Charles Hernu, Marie-Thérèse Eyquiem, Roland Floriant, Albert Gazier, Maurice Benassaya.

MOTION "M" - POPEREN :

Poperen, Lussaud, Colette Audry, Mangat, Carrel, Martinet, Lussante, Feuilly, Méric et Sage.

MOTION "O" :

Alain Savary, Beregovoy, Bernardin, Beloune (?), Bouulloche, Brutelle, Cazelles, Cellard, Cépède, Champeix, Daubarge, Desvallois, Dreyfus-Schmidt, Enock, Faivre, Fatous, Fleury, Fuzier, Gau, Puizet, Joséphe, Le Floch, Logourmet, Piette, Taddéi, Verdier et Pic.

Je vous signale que notre camarade Guille, qui était porté candidat sur les listes, a retiré sa candidature.

Pour la liste "UNITE ET RENOVATION", sont élus :

Georges Sarre, Chevènement, Marc Wolf, Pierre Guidoni, Pierre Lavaux, Gazaud, Jean-Louis Dieu.

Enfin, pour la motion "R" :

Pierre Mauroy, Charles Emile Loo, Notebart, Gérard Jacquet, Bernard Montagnier, Maurice Chanal, Francis Leenhardt, René Debesson, Roger Fajardie, Jean-Pierre Barrère, Bastien Leccia, Roger Souton, Lucien Weygand, Bernard Derosier, André Chandernagor, Guy Névache, Michel Lecornet, Michel Pezet, André Routier-Preuvost, Michel Sainte-Marie, Eric Indermann, Pierre Tibault, André Salomon.

Le Président - Je vous remercie. La parole est encore à Angot.

Angot Lucien - Je donne le résultat de la Commission nationale des Conflits.

Sont élus : Angot, Beauchamp, Bourgouin, Collet, Coltis, Gilbert, Malraux, Paul (?), Pene, Perrochain, Renard Josette.

A la Commission Nationale de contrôle sont élus les Camarades : Baboulène, Bonnemaïson, Danry, Gourdon, Lahid, Marquet Roger, Pella, Tondeur, Travail.

Le Président - Camarades, je signale que le Comité directeur se réunira après la clôture du Congrès.

Avant, il me reste à vous faire part du voeu de certains Camarades de dire quelques mots en ce qui concerne Jean Vilar.

Je n'ai pas le qualité pour vous faire un discours sur Jean Vilar, je dirai simplement que ce fut un grand artiste, qu'il fut un véritable homme de gauche et qu'après tous les hommages qui lui ont été rendus, ce Congrès d'unité se devait d'avoir une pensée pour lui.

(L'Assemblée se lève).

Camarades, un second voeu concerne, en ce centième anniversaire de la Commune de Paris, tous les travailleurs qui ont versé leur sang pour que le combat socialiste démarre, combat que nous continuons et devons continuer tous ensemble, fraternellement unis.

Je vous demande à leur mémoire une minute de silence.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Il me reste, Camarades, à remercier tout d'abord la délégation nationale pour l'Unité des socialistes qui a su, sous la présidence de Nicole Questiau, accomplir une tâche qui était périlleuse, qui était difficile et qui, en fin de compte, est glorieuse.

(applaudissements).

Il me reste à remercier la Fédération de la Seine Saint Denis, en tout cas la Section d'Épinay, la Mairie d'Épinay, son maire qui s'est dépensé sans compter, le service d'ordre qui a su faire un travail, malgré votre indiscipline, tout à fait remarquable au total.

Camarades, l'unité des socialistes est faite ; la volonté inébranlable de réaliser l'union de la gauche est aujourd'hui solennellement confirmée.

Vous allez retourner dans vos Fédérations, dans vos sections, la lutte des classes à laquelle vous avez tous décidé de participer va connaître, par vous tous, un nouvel essor.

Le Congrès est clos.

(L'Assemblée, debout, chante l'Internationale).